


Mesurer l'emploi décent des jeunes

Un guide sur le suivi, l'évaluation et les leçons des programmes du marché du travail



Note

7 **Élaboration de politiques fondées sur les preuves**



Mesurer l'emploi décent des jeunes
Un guide sur le suivi, l'évaluation et les leçons
des programmes du marché du travail

NOTE 7

Élaboration de politiques fondées sur les preuves

Copyright © Organisation internationale du travail 2019

Première édition 2018

Les publications du Bureau international du travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du Protocole N° 2 de la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à l'adresse suivante : Publications du BIT (Droits et Licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel : rights@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Consultez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

Mesurer l'emploi décent des jeunes.

Un guide sur le suivi, l'évaluation et les leçons des programmes du marché du travail.

Note 5: Méthodes d'évaluation d'impact des interventions sur l'emploi des jeunes /

Bureau international du Travail. Genève, 2019.

ISBN: 978-92-2-133471-2 (imprimé)

978-92-2-133472-9 (Web pdf)

Également disponible en arabe: دليل قياس الوظائف اللائقة للشباب. الرصد والتقييم والتعلم في برامج سوق العمل النشطة - نظرة عامة

ISBN 978-92-2-630801-5 (imprimé), 978-92-2-630802-2 (Web pdf), Genève, 2018. Et en anglais:

ISBN 978-92-2-131670-1 (print), 978-92-2-131671-8 (web pdf), Genève 2018

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Pour toute information sur les publications et les produits numériques du Bureau international du Travail, consultez: www.ilo.org/publns.

Conception et mise en page par le Centre international de formation de l'OIT, Turin Italie

Imprimé en Suisse

Table des matières

Élaboration de politiques fondées sur les preuves	1
Types de recherche fondée sur les preuves	3
Recherche diagnostique	4
Recherche descriptive	4
Recherche causale	6
Le système déterminant l'utilisation des données fondées sur les preuves	8
Du côté de l'offre: les fournisseurs de données fondées sur les preuves	8
La fonction d'échange: communication de la recherche	11
Du côté de la demande: les utilisateurs de données fondées sur les preuves	13
Outils pour favoriser l'utilisation de données fondées sur les preuves pour l'emploi des jeunes	18
Conduite d'une analyse contextuelle	18
Élaboration d'un plan d'utilisation de données fondées sur les preuves	20
Synthétisation et réorganisation de la recherche	23
Développement des capacités	24
Conclusion	28
Points clés	28
Ressources clés	29
Références	28
Étude de cas : Élaboration de données fondées sur les preuves sur les effets d'une formation professionnelle sur le comportement financier et l'employabilité des jeunes au Maroc	33

Tableaux

7.1: Types d'objectifs d'impacts politiques à atteindre à travers d'une évaluation d'impact	7
7.2: Stratégies d'augmentation de la demande de données fondées sur les preuves	17

Figures

7.1: Facteurs d'offre et de demande produisant une politique issues de données 9 fondées sur les preuves	
7.2: Exemples de facteurs déterminant le niveau de demande pour de la recherche fondée sur les preuves	15
7.3: Cadre rapide	18
7.4: Exemples de cartographie de l'emploi parties prenantes	22





Élaboration de politiques fondées sur les preuves



Préalables :

Le présent chapitre ne requiert pas de connaissances préalables. Il présente aux lecteurs des outils permettant de maximiser la probabilité qu'une recherche fondée sur les preuves soit utilisée pour informer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques pour l'emploi des jeunes.



Objectifs d'apprentissage :

À la fin de cette note, les lecteurs seront en mesure de :

- ▶ comprendre les différents types de recherche fondée sur les preuves : diagnostique, descriptive et causale
- ▶ apprécier la complexité d'un système qui façonne l'intégration des preuves, notamment des facteurs de l'offre et de demande ainsi que les politiques et mesures incitatives justifiant la production et l'utilisation de données fondées sur les preuves
- ▶ utiliser des outils clés pour communiquer et diffuser les données fondées sur les preuves auprès des décideurs et, synthétiser et réorganiser la recherche en fonction des différents destinataires.



Mots clés :

Communications, analyse contextuelle, offre de données fondées sur les preuves, cartographie des influences, gestion des connaissances, notes politiques, plan d'utilisation des données fondées sur les preuves, rigueur, engagement des parties prenantes, synthèse de la recherche, documents de travail.

Les bailleurs de fonds internationaux consacrent des milliards de dollars à la recherche liée à l'aide au développement dans le but de diagnostiquer, suivre et évaluer leurs efforts de programmation. Et pourtant, il est possible de s'interroger sur l'importance réelle du rôle de la recherche fondée sur les preuves dans les processus de prise de décision et de formulation des politiques. Cette interrogation s'applique également au cas de l'emploi des jeunes dont les processus de formulation des politiques sont complexes, impliquent une grande variété de parties prenantes et de groupes d'intérêt et peuvent devenir hautement politisés.

Les données fondées sur les preuves ne sont qu'un élément, bien qu'important, du puzzle de la formulation de politiques. Les effets directs de la recherche fondée sur les preuves sur le processus de formulation des politiques sont difficiles à mesurer. Toutefois, certains pensent que si la recherche affecte les politiques, ce n'est pas tant par un impact immédiat et direct sur la conception des politiques publiques, mais plutôt par un processus de « sédimentation progressive » d'aperçus, de théories, de concepts et de manière de voir le monde (Weiss, 1977).

La formulation de politiques à partir de données fondées sur les preuves sur l'emploi des jeunes est limitée en raison d'une base de connaissances faible bien que croissante sur « ce qui marche ». Une récente étude d'évaluation de l'ampleur et de la profondeur des évaluations d'impact, axée sur les politiques actives sur le marché du travail (PAMT) pour les jeunes, a identifié 113 études d'évaluation d'impact sur le sujet dans le monde. Parmi celles-ci, près de la moitié ont été publiées après 2010, et 21 ont été publiées pour la seule année 2014 (Kluve et al., 2017). Alors que les investissements en recherche sont de plus en plus focalisés sur l'amélioration de la disponibilité de données fondées sur les preuves pour des politiques et programmes du marché du travail pour les jeunes plus efficaces, cette note vise à orienter les évaluateurs et les chercheurs afin de garantir que les conclusions et les recommandations soient intégrées dans des cadres politiques liés à l'emploi, des stratégies nationales et tout autre processus de formulation politiques impliquant les jeunes.

Types de recherche fondée sur les preuves

L'élaboration et la réalisation des recherches et analyses à partir de données fondées sur les preuves est une fonction importante de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de ses partenaires pour donner forme à la réflexion sur l'emploi dans le monde et influencer la prise de décision. Ces dernières années, l'OIT a initié plusieurs initiatives de recherche majeures visant à combler les lacunes de connaissance et à fournir des données fondées sur les preuves essentielles pour une prise de décision informée au niveau des pays. Parmi celles-ci, une série de rapports présentent de nouvelles estimations quantitatives sur l'emploi des jeunes, le travail des enfants, le travail forcé, les travailleurs domestiques et les travailleurs migrants. Ces efforts ont été déterminants pour l'inclusion réussie d'objectifs du travail décent dans les Objectifs du développement durable, dont nombre d'entre eux seront suivis et évalués par l'OIT.

Le travail de l'OIT en matière de recherche fondée sur les preuves peut être décrit en trois principales catégories :

RECHERCHE DIAGNOSTIQUE

Comme vu dans la Note 1, les analyses diagnostiques de l'emploi sont un moyen d'analyser de manière exhaustive le marché du travail et la situation de l'emploi des jeunes. Un diagnostic de l'emploi est habituellement la première étape de l'appui au développement de politiques et de stratégies nationales de l'emploi, servant de base au

Recherche diagnostique : Compréhension des obstacles et des opportunités en matière de programmation et de prise de décision. Citons, entre autres exemples :

- ▶ l'analyse diagnostique de l'emploi
- ▶ l'analyse des chaînes de valeur
- ▶ la prévision des compétences.

Recherche descriptive : Normative et fondée sur l'observation, dont le principal objectif est de suivre les résultats et les réalisations des programmes. Citons, entre autres exemples :

- ▶ les évaluations de performance
- ▶ l'analyse fondée sur des observations, axée sur la qualité.

Recherche causale : Évaluations établissant une causalité entre les interventions et leur impact. Citons, entre autres exemples :

- ▶ les essais contrôlés randomisés (ECR)
- ▶ les évaluations quasi-expérimentales.

dialogue et donnant souvent lieu à la conception de politiques.

De récents exemples de diagnostic de l'emploi informant la formulation de politiques nationales de l'emploi sont l'enquête sur la transition de l'école à la vie active (SWTS) à Samoa (voir Encadré 7.1) et le diagnostic de l'emploi au Bangladesh (voir Encadré 7.2).

Des exemples similaires de SWTS ayant contribué à l'élaboration de politiques nationale sur l'emploi des jeunes peuvent être observés en Ouganda (Plan d'action national pour l'emploi des jeunes du Ministère du Travail et

des Autorités en charge de la formation) et en Ukraine (Ministère de la Politique sociale de l'Ukraine et Institut de la démographie et de la recherche sociale – Nouvelle Loi sur "l'emploi de la population").¹

RECHERCHE DESCRIPTIVE

La recherche descriptive sur les résultats de programmes et projets individuels est effectuée à travers le suivi et l'analyse ainsi qu'à travers des évaluations de la performance des programmes. Dans de nombreuses organisations, l'évaluation de la performance de projets et de la politique incombe à une unité d'évaluation, chargée de rapporter les résultats et la rentabilité des investissements. Si la structure de ces approches ne permet pas aux chercheurs de déterminer définitivement les liens de cause à effets entre les programmes et les résultats, ces examens garantissent que les programmes atteignent leurs objectifs et, dans les cas où les résultats ne sont pas positifs, ils permettent un réajustement de la mise en œuvre du programme.

Nombre des conclusions de ces évaluations et suivis de la performance ont été rendues publiques. La Norme du Comité des donateurs pour le développement de l'entreprise (CDDE) pour la mesure des résultats impose aux programmes de publier leurs données de suivi sous la forme d'un rapport annuel. Dans le cas de l'OIT, les résumés d'évaluation de la performance sont rendus publics à travers la base de données i-Track (voir Encadré 7.3). Au cours des dix dernières années, cette base de données qui recense 89 évaluations portant sur l'emploi des jeunes, est un exemple d'approche systématique et conviviale d'accès à l'information sur ce qui marche concernant l'emploi des jeunes.

¹ Pour plus d'informations, voir [Klein, 2016](#).

Encadré 7.1 : Enquête sur la transition de l'école vers la vie active (SWTS) à Samoa

La SWTS samoane, mise en œuvre en 2012, était un projet conjoint du Bureau de la Statistique du Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Travail de Samoa et l'OIT. Les résultats de l'étude, publiés en 2014, révèlent un taux de chômage élevé de 16,7 pour cent chez les jeunes ainsi qu'un taux élevé de 52,2 pour cent de sous-utilisation de la main d'œuvre jeune, qui est une mesure de l'inadéquation des qualifications sur le marché du travail.

Le dialogue et le transfert des connaissances entre l'OIT et le Gouvernement samoan sont directement liés à l'élaboration de politiques sur l'emploi des jeunes. La SWTS a coïncidé avec un plan gouvernemental de mise en œuvre d'un plan d'action national sur l'emploi des jeunes (SNAP). Le SNAP s'est servi du rapport de pays initial et a soutenu une ré-analyse des informations de la SWTS pour informer l'élaboration du plan d'action. Par la suite, l'approche du SNAP a été intégrée dans le Samoa One United Nations Youth Employment Programme actuellement en cours de mise en œuvre.

RECHERCHE CAUSALE

Comme énoncé dans la Note 5, les évaluations d'impact sont la méthode majeure de production de connaissances sur les relations de cause à effet en déterminant si les

changements observés dans le bien-être économique ou social des bénéficiaires peuvent être attribués à une intervention, un projet ou un programme particuliers.

Encadré 7.2: Diagnostic de l'emploi au Bangladesh

Dans l'exemple de formulation d'une politique nationale d'emploi au Bangladesh, une attention particulière a été accordée à la population spécifique des jeunes. En plus du problème de chômage des jeunes, le niveau de sous-utilisation de main d'œuvre est très élevé chez les jeunes au Bangladesh. Près de 38 pour cent des jeunes dans le pays ne sont pas dans la population active et ne suivent aucune éducation ni aucune formation, plus de 20 pour cent ont un emploi irrégulier et 4,6 pour cent sont sans emploi (OIT, 2014). Une révision de la Loi sur le travail a été approuvée en 2013, à la suite d'incidents industriels majeurs dans le secteur des vêtements de confection. Des améliorations politiques ont été apportées dans les domaines de la liberté d'association, de la négociation collective et de la sécurité sur le lieu de travail, tout un ensemble de domaines dans lesquels les jeunes femmes travaillant dans des ateliers de fabrication ont été affectées de manière disproportionnée.

Malgré ces améliorations, le Gouvernement du Bangladesh a cherché à mieux comprendre la situation économique à laquelle les jeunes sont confrontés. C'est ainsi qu'à la demande du Ministère du Travail du Bangladesh, l'OIT et la Banque asiatique de développement ont effectué une Analyse du diagnostic de l'emploi en 2015. La question de la migration et de l'emploi à l'étranger est d'une importance particulière pour le Gouvernement du Bangladesh et l'ensemble de l'économie du Bangladesh, puisque c'est une source majeure d'emploi pour les jeunes et la main d'œuvre croissante ainsi qu'une source importante de gains en devises. L'analyse diagnostique a appelé à de meilleurs mécanismes de coordination pour gérer les flux migratoires, en se focalisant sur la réduction de l'exploitation des travailleurs migrants et une plus étroite collaboration avec les organismes de recrutement. En 2015, le Gouvernement du Bangladesh a adopté une Loi sur l'emploi à l'étranger et les migrants, en promulguant les recommandations formulées par l'analyse de diagnostic de l'emploi.

Encadré 7.3: Base de données i Track et i-eval Discovery

Tous les rapports d'évaluation produits par l'OIT sont systématiquement recensés et conservés dans la base de données i Trac. Celle-ci comprend les évaluations indépendantes ou internes prescrites ainsi que les évaluations externes, d'impact et de haut niveau couvrant le travail de l'OIT. Les connaissances produites par ces évaluations en termes de leçons retenues, de bonnes pratiques émergentes et de recommandations sont également conservées dans la base de données i Track et mises à disposition à travers i-eval Discovery. Ces informations sont destinées à soutenir l'apprentissage organisationnel et peuvent être utilisées pour informer la conception et la mise en œuvre des programmes et des projets de l'OIT.

L'objectif d'i-eval Discovery est d'encourager l'utilisation d'évaluations. L'application affiche visuellement toutes les évaluations de l'OIT, les leçons retenues et les bonnes pratiques à travers une cartographie ludique. Les informations peuvent être adaptées pour répondre à des critères spécifiques en appliquant différents filtres tels que par an, pays/région, thème, type d'évaluation, moment et nature (voir <http://www.ilo.org/ievaldiscovery>).

Une évaluation d'impact peut être effectuée à différents niveaux, au niveau d'une intervention individuelle, d'un domaine politique spécifique comme l'emploi des jeunes, ou au niveau d'un régime ou d'un système politique complet. Une évaluation d'impact peut aussi traverser ces trois niveaux comme dans l'exemple de transferts conditionnels d'argent (TCE) au Mexique et au Brésil (voir Encadré 7.4).

Si le caractère trop académique des évaluations d'impact est souvent critiqué, ces dernières années la tendance est à ce que les experts en évaluations d'impact s'engagent plus directement dans les débats et les processus politiques en passant de « faire des recherches pour le développement » à « faire des recherches en tant que développement ». Toutefois, compte tenu du caractère technique de la recherche causale, il est souvent difficile pour les chercheurs de communiquer

Encadré 7.4: Évaluation d'impact des programmes de transferts conditionnels en espèces (TCE)

Les programmes de transferts conditionnels en espèces se sont rapidement développés au cours des dix dernières années dans le monde en développement. Les programmes fournissent des transferts en espèces aux familles démunies qui dépendent d'investissements éducatifs et sanitaires, sous forme de scolarisation et de contrôles médicaux réguliers, dans le but de briser le cycle intergénérationnel de la pauvreté. En 2010, tous les pays d'Amérique Latine sauf deux, et plus de 15 pays en Asie et en Afrique avaient un programme TCE dans leur cadre de systèmes de protection sociale.

L'évaluation d'impact fait depuis longtemps partie intégrante de la conception de programmes TCE. L'essentiel de la popularité des programmes TCE peut être attribué aux résultats de l'évaluation, en terme de culture d'évaluation politique, de dispense de protection sociale et selon la manière dont elle a affecté directement les régimes gouvernementaux.

La première génération de programmes TCE et les études d'évaluation d'impact associées ont produit des données considérables suggérant que ces programmes aidaient manifestement à sortir de nombreuses familles de la pauvreté et qu'ils amélioraient à court terme les résultats éducatifs, alimentaires et la santé de millions d'enfants dans le monde.

Le programme TCE du Nicaragua a réduit la fraction des participants en deçà de la ligne de la pauvreté (taux de pauvreté) de 5 pour cent après deux ans et celui colombien a réduit le taux de pauvreté de 3 pour cent en quatre ans. En revanche, les données fondées sur les preuves au Mexique et au Honduras ne suggèrent pas d'impact discernable sur le taux de pauvreté chez les participants au programme.

Des données fondées sur les preuves plus récentes émanant d'un éventail plus large de programmes TCE en Amérique Latine indiquent que les TCE pourraient contribuer à réduire les taux de pauvreté au niveau national.

Les données fondées sur les preuves basées sur les données des ménages dans 13 pays d'Amérique Latine donnent à suggérer que, par rapport à une ligne de pauvreté internationalement comparable de 2,5 USD par jour en 2005 en termes de parité de pouvoir d'achat (PPP), les taux de pauvreté nationaux serait de 1 à 2 pour cent supérieurs (approximativement de 13 pour cent supérieurs par rapport aux taux de référence moyens) en l'absence de TCE.

Source: Saavedra et [García, 2012](#); [Saavedra, 2016](#).

effectivement leurs conclusions aux responsables des orientations politiques.

L'évaluation d'impact est un aspect particulièrement important des recherches à finalités politiques car la nature de sa conception prévoit une évaluation ou une estimation exacte de causalité dans le contexte de l'évaluation d'un programme ou d'un projet. Les évaluations d'impact sont articulées autour de l'identification attentive de données contrefactuelles, un moyen d'estimer quels auraient été les résultats pour les bénéficiaires si le programme ou le projet n'avaient pas été mis à leur disposition.

Toutefois, compte tenu de leur capacité d'attribuer une causalité ou, du moins de donner une estimation ciblée d'un programme ou de l'impact direct de politiques sur les bénéficiaires, l'évaluation d'impact peut être

particulièrement utile pour ordonner ou rationaliser une politique. S'il est reconnu qu'une seule recherche ne peut pas susciter un changement politique particulier, la capacité d'une évaluation d'impact à déterminer les résultats et d'attribuer les changements à des interventions publiques est unique pour (a) aider les gouvernements à décider de continuer ou arrêter des initiatives politiques particulières ; (b) élargir et institutionnaliser les programmes et les politiques qui réussissent et supprimer ceux qui échouent; et pour (c) déterminer quels programmes et lesquelles de leurs composantes ont besoin d'être modifiées (Weiss, 1999).

Le Tableau 7.1 identifie d'autres types de mesures politiques pouvant être réalisées par une évaluation d'impact et d'autres types de recherches causales.

Tableau 7.1 : Types d'objectifs d'impact politique à atteindre à travers d'une évaluation d'impact

Niveaux	Dimensions
<ul style="list-style-type: none"> • Projet, programme ou politique • Domaine politique • Régime ou système politique 	<ul style="list-style-type: none"> • Changement d'attitude • Engagements discursifs • Changement procédural • Contenu politique • Changement de comportement
Résultat dépendant de la géographie (où ?) et du moment (quand ?)	

Source: Adapté de Jones and Villar (2008).

Le système déterminant l'utilisation de données fondées sur les preuves

Si les chercheurs et les décideurs cherchent à améliorer l'exécution de programmes et l'efficacité de la politique, ils interviennent sur différents « côtés » du système de données fondées sur les preuves. Du côté de l'offre, les chercheurs produisent des connaissances et du côté de la demande, les décideurs les utilisent.

Malheureusement, les acteurs du côté de l'offre et du côté de la demande travaillent souvent sans pleinement comprendre le contexte dans lequel fonctionne l'autre côté. Il y a souvent un manque de connaissance de la nature technique du travail de recherche, d'une part, et des complexités de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques, notamment du cycle budgétaire, d'autre part. Cette méconnaissance peut souvent causer des malentendus.

Ici, nous soulignons les facteurs majeurs façonnant l'utilisation de données fondées sur les preuves des deux côtés du système. L'amélioration de l'utilisation de données fondées sur les preuves dépend à la fois de l'offre (le chercheur) et de la demande (le décideur) réunis dans le processus politique, comme décrit à la figure 7.1. Nous cherchons donc l'importante fonction d'« échange » – qui détermine la qualité de l'interaction des facteurs d'offre et de demande.

Si les contraintes à l'utilisation de données factuelles se trouvent essentiellement dans l'offre ou l'échange, alors des approches visant à améliorer la communication et la diffusion de la recherche peuvent être apportées pour aider à faciliter la communication des connaissances et permettre l'apprentissage du côté politique. Si le problème se trouve du côté de la demande, alors les stratégies peuvent être focalisées sur l'amélioration des connaissances et l'absorption de la recherche à l'intérieur du gouvernement, l'élargissement de l'expertise en gestion de recherche et l'élaboration d'une culture d'« apprentissage en matière de politiques » (Stone, 2009, pp. 303–315).

Nombre de ces stratégies se focalisent sur l'élaboration de politiques plus élevées; toutefois, les équipes d'évaluation focalisées sur des programmes non-gouvernementaux moins importants devraient aussi être engagées dans des efforts visant à diffuser effectivement des conclusions de leurs programmes. Au même moment, les décideurs devraient retirer des enseignements de tels programmes, si tant est qu'ils sont innovants en termes de programmation et de politique pour les jeunes et que l'apprentissage initial puisse de tels programmes peuvent donner une orientation importante dans le contexte d'augmentation d'interventions similaires au niveau national.

DU CÔTÉ DE L'OFFRE : LES FOURNISSEURS DE DONNÉES FONDÉES SUR LES PREUVES

Les fournisseurs de données fondées sur les preuves peuvent être des unités d'évaluation du gouvernement bien que ce soient plus souvent des institutions internationales

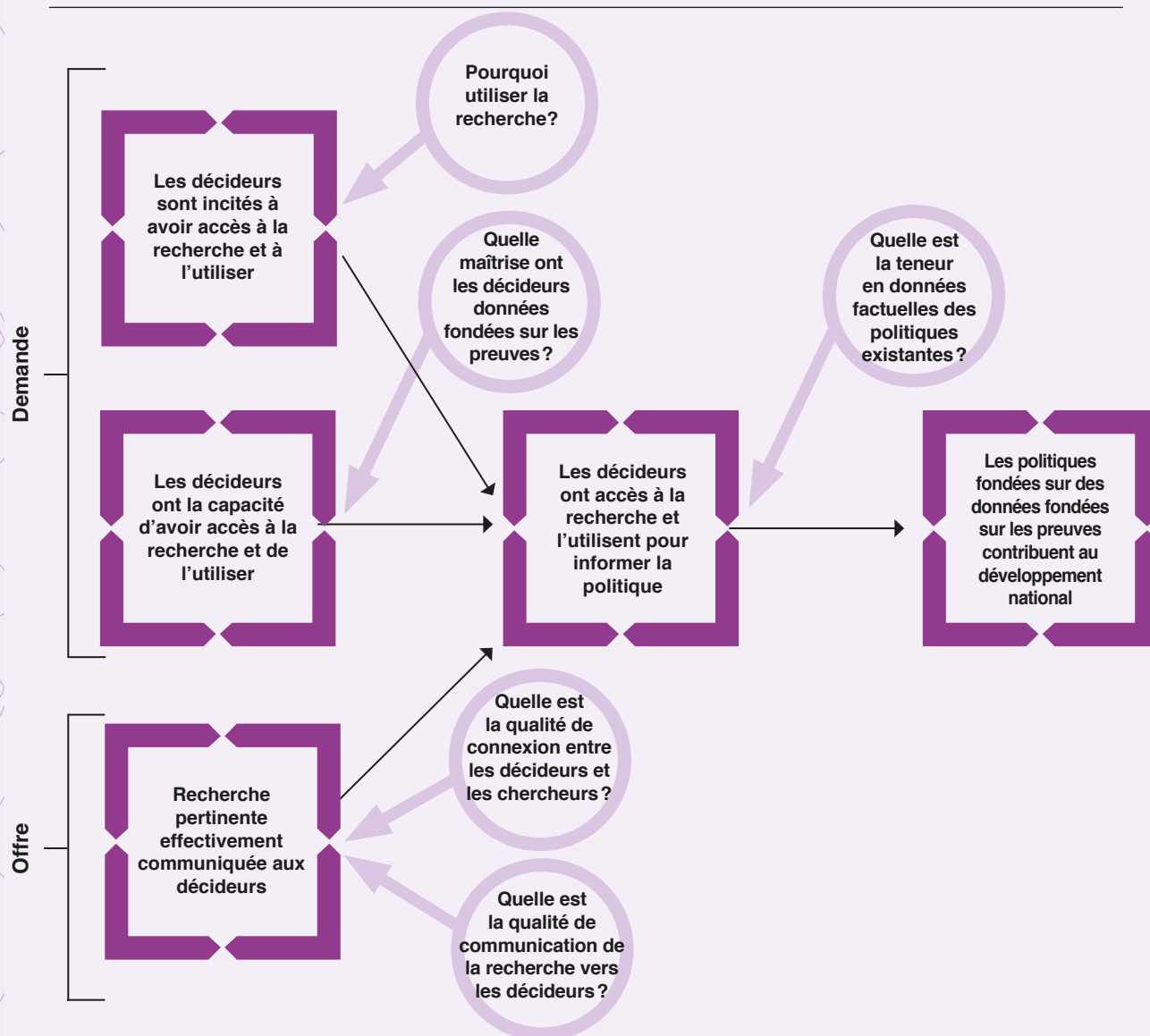
impliquées dans l'élaboration de politiques comme l'OIT, des groupes de réflexion sur le développement économique, des institutions académiques et des cabinets de recherche

privés. La recherche fondée sur les preuves peut également être le fait de chercheurs individuels. Malgré les nouvelles attentes contraignant les chercheurs et les évaluateurs à s'engager davantage dans le transfert de connaissances, nombreux sont ceux qui ne lui accordent qu'une faible priorité (Jacobsen et al., 2004).

Plusieurs déterminants régissent le niveau et la qualité de l'offre de recherche fondée sur les preuves (Taylor, 2016), notamment :

- **Les compétences disponibles permettant de produire des données fondées sur les preuves**: Il s'agit de la capacité technique de l'équipe de recherche des institutions, de l'implication des institutions dans les processus et les débats politiques et du poids politique dans le contexte local. Ici, les institutions de recherche locales peuvent être mieux placées que des acteurs extérieurs pour s'engager dans la diffusion efficace au sein de la communauté politique locale. Au même moment, l'évaluation d'impact

FIGURE 7.1 : FACTEURS D'OFFRE ET DE DEMANDE PRODUISANT UNE POLITIQUE ISSUE DES DONNÉES FONDÉES SUR LES PREUVES



Source: Newman et al., 2013.

requiert un niveau élevé de compétences spécialisées en économétrie et en conception d'évaluation que des institutions de recherche locale ou des chercheurs de pays en développement peuvent ne pas posséder. Dans l'un ou l'autre cas, des partenariats stratégiques peuvent aider à équilibrer la nécessité d'une expertise technique et l'engagement local.

- ▶ **Les ressources financières disponibles pour permettre de produire des données fondées sur les preuves :** Les institutions sont-elles capables et disposées à assumer le coût de production de la quantité de données fondées sur les preuves nécessaires ? (Taylor, 2016). Comme énoncé dans la Note 5, une recherche causale peut souvent être onéreuse et nécessiter des ressources importantes pendant un certain nombre d'années. Mais il existe des méthodes peu coûteuses pour produire des données fondées sur les preuves causales, descriptives et diagnostiques (voir Notes 2, 5 et 6), signifiant que l'accès à des fonds est souvent loin d'être aussi contraignant qu'on ne le pense.
- ▶ **Les informations disponibles pour permettre de produire des données fondées sur les preuves :** Dans les économies en développement, les programmes se produisent dans des environnements fréquemment limités en données. Comme énoncé dans la Note 3, la qualité des systèmes de suivi des programmes – et la quantité d'informations recueillies sur leur performance – est un facteur clé pour déterminer s'il est possible de procéder à une évaluation de la qualité. Des évaluations d'impact sont parfois commandées lorsqu'il est probable qu'elles seront positives, puisque les bailleurs sont plus disposés à dégager des fonds dans un tel cas. L'offre de données fondées sur les preuves est donc fortement dépendante de préjugés de sélection (Taylor, 2016).
- ▶ **L'environnement propice à la recherche :** Tous les pays et les associations nationales de recherche intervenant à l'intérieur de leurs frontières ont des règles qui régissent

TIP



Améliorer l'utilisation de données fondées sur les preuves : La proximité des évaluateurs avec les structures décisionnelles est un élément important pouvant affecter l'adhésion. La localisation de chercheurs au sein d'un organisme gouvernemental comme un ministère du travail ou un ministère de la planification, ou leur appartenance à un groupe de travailleurs ou à une association d'employeurs peut aider à garantir que les efforts d'évaluation soient inscrits dans les interventions et que des chercheurs soient associés à tous les niveaux de la conception et de la mise en œuvre de programme. Mais, si les chercheurs ne sont pas suffisamment indépendants, cela peut affecter la crédibilité des conclusions.

la collecte de données et les autres activités de recherche. Ces règles sont en place pour garantir la confidentialité et protéger l'identité des personnes interrogées par les chercheurs. Ces règles affectent directement ou indirectement la qualité et la quantité des données fondées sur les preuves et celles produites.

Une norme-clé du côté de l'offre est ce qui est considéré être une preuve "acceptable" par ceux qui financent sa production plutôt que par ceux qui la demandent pour en faire usage. (Taylor, 2016). Des débats houleux sont en cours entre les chercheurs sur ce qui constitue un niveau acceptable de « rigueur » dans la production de données fondées sur les preuves. Et pourtant, la rigueur – qualité d'être extrêmement minutieux et attentif – n'est pas un concept binaire ou le domaine d'une seule méthodologie particulière.

Dans le cadre de l'emploi des jeunes, la recherche fondée sur les preuves et l'évaluation d'impact sont des approches de recherche relativement nouvelles qui ne suscitent pas encore un grand attrait au sein de la sphère politique. Cela est particulièrement le cas

pour les méthodes d'évaluation d'impact ECR. Comme décrit dans la Note 5, l'approche ECR offre aux chercheurs une possibilité hypothético-déductive unique et soigneusement construite de participation à un programme, qui

permet une estimation précise de la causalité. Et pourtant, l'ECR n'est qu'un type d'évaluation parmi de nombreux autres établissant une causalité.

LA FONCTION D'ÉCHANGE : COMMUNICATION DE LA RECHERCHE

Les données fondées sur les preuves ne sont utiles que quand elles sont utilisables et, pour être utilisables, elles doivent être communiquées de manière compréhensible (Taylor, 2016).

Les problèmes posés par leur communication sont parfois imputables au complexe de la «tour d'ivoire» qui considère que la communauté académique fonctionne à l'écart des considérations pratiques et du monde réel des décideurs en utilisant un langage considéré inintelligible pour le grand public. Les chercheurs sont axés, d'abord et avant tout, sur la réalisation d'évaluations globales et, à ce titre, priorisent les investissements garantissant la mise en œuvre de méthodes et d'instruments de collecte de données qui optimisent leur capacité d'atteinte de résultats. Plus largement, les évaluateurs et les études d'évaluation eux-mêmes sont généralement évalués sur la qualité de l'étude plutôt que sur la diffusion des résultats. Plus particulièrement, les universitaires engagés dans des évaluations d'impact sont motivés par la réalisation de recherches publiables dans des revues académiques et pouvant ne pas être alignées sur les besoins d'information des décideurs ou la diffusion effective d'un apprentissage à une audience plus large.

Pour rapprocher plus effectivement le monde des fournisseurs de données et celui de leurs utilisateurs, un certain nombre de mesures peuvent être prises :

- **Élaborer une stratégie de communication :** Un apprentissage efficace nécessite une

communication effective avec les parties prenantes, sur la base d'une stratégie de communication soigneusement élaborée et faisant partie intégrante du plan d'évaluation initial d'un projet. L'efficacité des politiques et des produits de communication d'une institution est essentielle, tout comme les compétences en communication de son personnel. Le renforcement de la nécessité d'une présence locale, de réseaux et de relations des institutions avec les décideurs et autres parties prenantes peut aussi faciliter un degré plus marqué d'influence politique.

- **Aligner la recherche sur les processus politiques et les insuffisances de données fondées sur les preuves :** Dans leur considération de l'influence politique, les chercheurs doivent avoir une connaissance approfondie des priorités, des structures et des cadres décisionnels en place et de la manière dont les questions de la recherche peuvent y répondre. Cela comprend les possibilités de répondre aux questions des décideurs sur « ce qui marche » pour l'emploi des jeunes. Plus les évaluations sont étroitement alignées sur les besoins des décideurs, plus grande est la probabilité que les évaluations soient utilisées dans les processus décisionnels.
- **Établir des coalitions :** Les chercheurs et les institutions de recherche seront récompensés s'ils font l'effort de mieux comprendre les processus standard d'investissement des programmes et de réforme politique dans un pays au niveau du gouvernement. Il s'agit de prendre le temps d'identifier les acteurs clés (ministres et personnel

d'appui) et leur rôle ainsi que les acteurs extérieurs pouvant aider à forger des liens avec ces acteurs. Cela signifie aussi d'avoir connaissance du cycle budgétaire et du calendrier de son déroulement. Être prêt

avec les bonnes informations au moment où les ministères commencent à préparer le budget de l'année suivante peut garantir une audience réceptive à la recherche de solutions aux politiques et aux programmes.

Encadré 7.5: Conseil d'évaluation Taqueem: ce qui marche pour l'emploi des jeunes

L'initiative Taqueem (signifiant « évaluation » en arabe) est un programme de l'OIT, appuyé par Silatech et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ayant pour objectif de renforcer l'efficacité des interventions sur l'emploi et les entreprises des jeunes dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) par des pratiques améliorées de mesure et d'évaluation des résultats dans les communautés d'organisations pour les jeunes. L'Initiative Taqueem cherche à sécuriser cet objectif par l'offre de possibilités de formations ciblées, un soutien technique et de petites subventions afin de faciliter la mise en œuvre de cadres de résultats par les organisations participantes.

En 2014, l'OIT a établi que le Conseil d'évaluation Taqueem devait jouer un rôle stratégique dans l'Initiative Taqueem. Le Conseil joue un rôle central dans l'objectif de l'initiative de renforcer les capacités de production et d'utilisation d'un suivi-évaluation solide (S&E), des données fondées sur les preuves, des recherches et évaluations d'impact dans la région MENA. Il le fait en associant des institutions d'évaluation locales et internationales et des experts en emploi des jeunes comme membres du Conseil et en créant des modalités de partage des connaissances à travers des plateformes en ligne, virtuelles et physiques.

Le Conseil Taqueem comprend les institutions suivantes: Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL), l'Université américaine du Caire (AUC), l'Université américaine de Sharjah (AUS), le Centre de recherche en économie et statistique (CREST), le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), l'Initiative internationale pour l'évaluation d'impact (3ie), l'Issam Fares Institute for Public Policy and International Affairs (IFI), le Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung (RWI), Silatech, l'Académie suisse pour le développement (SAD) et la Banque mondiale.

Source: Voir <http://www.ilo.org/taqueem>.

Encadré 7.6: Évaluation d'impact et emploi des jeunes en Tunisie

L'Observatoire national de l'emploi et des qualifications (ONEQ) de Tunisie, relevant du Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi (MFPE), témoigne d'un fort engagement dans les principes d'évaluation d'impact. Deux évaluations d'impact majeures sur l'emploi des jeunes ont été soutenues par le ministère. La première est une approche quasi-expérimentale évaluant l'impact des subventions à l'emploi: "prise en charge du chômage des diplômés par des subventions à l'emploi: évaluation du programme SIVP en Tunisie".

La seconde est une ECR axée sur l'entrepreneuriat, "Entrepreneuriat et emploi indépendant chez les diplômés de l'université: données fondées sur les preuves dégagées d'une évaluation randomisée à Tunis". Les expériences positives et les opportunités de création de données factuelles élaborées dans le cadre de ces deux évaluations ont amené le MFPE à signer un protocole d'accord avec l'Initiative internationale pour l'évaluation d'impact.

Pour plus d'informations, voir Broecke, 2012 et Premand et al., 2012.

La collaboration dans l'élaboration d'agendas de recherche, comme celui de la recherche d'impact sur l'emploi des jeunes développé par le Conseil d'évaluation Taqueem (voir Encadré 7.5), peut aider les chercheurs à orienter les futures évaluations vers les questions politiques les plus pressantes.

- **Choisir le bon moment :** Une tension fondamentale s'exerce entre le temps nécessaire

pour une recherche de fond, en particulier les évaluations d'impact, et les besoins d'informations associés à une réalisation effective des programmes. Il est difficile mais essentiel d'établir un juste équilibre dans la conception de l'évaluation – permettant une évaluation complète des résultats tout en assurant des apports opportuns pour le déroulement ou la continuation du programme.

DU CÔTÉ DE LA DEMANDE : LES UTILISATEURS DE DONNÉES FONDÉES SUR LES PREUVES

La demande de données fondées sur les preuves n'est pas limitée aux décideurs gouvernementaux. Les utilisateurs peuvent en être des composantes de l'OIT (groupes de travailleurs et groupes d'employeurs), ainsi que des organisations paraétatiques, des groupes de réflexion, des organisations non-gouvernementales (ONG), des associations de jeunes et des entreprises du secteur privé. Dans le cadre de certains pays où les données et la recherche sont limitées, les responsables ont tendance à dépendre lourdement de données fondées sur les preuves présentées par les donateurs multilatéraux et bilatéraux pour informer leurs processus politiques nationaux.

La demande de données factuelles est déterminée par un éventail complexe de facteurs économiques, culturels, politiques et historiques. Les décideurs tendent à être fortement influencés par leurs propres valeurs, leur expérience, leur expertise et leur jugement, l'influence de lobbyistes et de groupes de pression et par un pragmatisme basé sur la quantité de ressources à leur disposition. Les déterminants les plus importants pour le niveau de demande de recherches fondées sur des données fondées sur les preuves sont énumérés ci-dessous et développés à la Figure 7.2 :

- **Le cadre institutionnel :** Les systèmes gouvernementaux devraient avoir des processus et des règles de fonctionnement garantissant que l'évaluation fasse partie du processus décisionnel. Cela implique que les ministères, les organismes et les employés publics rendent compte de l'assurance de l'alignement des investissements des programmes et des interventions sur des données fondées sur les preuves circonstanciées. Pour y parvenir, une programmation effectivement fondée sur des données fondées sur les preuves doit être le plus souvent en corrélation avec une gouvernance démocratique : plus le système de gouvernement est démocratique, plus il sera ouvert à une évaluation rigoureuse et enclin à apprendre de ses erreurs et des évidences de résultat. Sur la base de son obligation de rendre compte aux intérêts des citoyens et aux contribuables, un système démocratique crée l'espace nécessaire à une recherche impartiale et indépendante. Pour les gouvernements non-démocratiques, l'assurance de cette obligation de rendre compte est plus difficile et dépend en grande partie de la signalisation à partir du haut, de l'importance de la programmation, de l'élaboration de politiques basées sur des données fondées sur les preuves et de la transparence de leur mise en œuvre.

- ▶ **Normes culturelles :** On observe des différences fondamentales dans le processus décisionnel des différents pays, fondées sur des facteurs culturels et historiques. Certains préfèrent des arguments fondés exclusivement sur une théorie et n'attache pas une grande valeur aux éléments d'appréciation empiriques alors que d'autres se fondent davantage sur les données. Même dans les pays ayant beaucoup investi dans des politiques fondées sur les preuves, comme le Royaume-Uni (voir Encadré 7.8), la demande est loin d'être homogène entre les ministères et les décideurs. Un ancien économiste principal du Département du développement international britannique, par exemple, déclare que leurs décisions politiques sont prises sur la base d'une argumentation convaincante essentiellement théorique dans la mesure où toute base fondée sur les preuves, quelle qu'en soit la rigueur, ne peut être qu'incomplète (cité dans OIT, 2015).
- ▶ **Gestion des connaissances :** Un domaine important de facilitation de l'apprentissage dans une organisation est d'avoir des processus qui fonctionnent bien pour « externaliser » les connaissances tacites

Encadré 7.7: Département du Travail et des Retraites du Royaume-Uni

Le Département du Travail et des Retraites (DWP) du Royaume-Uni est un leader en matière d'évaluation des politiques actives et passives nationales du marché du travail et dans l'engagement de prises de décisions basées sur des données fondées sur les preuves. Une illustration en est son investissement historique dans la commande extérieure de recherches, ses équipes d'analystes internes, son engagement à publier les résultats de toutes les évaluations et son utilisation active des conclusions des recherches et des évaluations pour informer l'élaboration et l'examen de ses politiques.

Récemment, le cadre des dépenses publiques du Royaume-Uni a limité les ressources pour la réalisation et l'évaluation des politiques, ce qui signifie que le DWP doit s'assurer que ses investissements optimisent les ressources. Ces pressions financières insistent davantage à évaluer ce qui marche et à quel coût et à garantir que les investissements dans les évaluations répondent aux questions essentielles auxquelles elles devaient s'atteler.

La grande majorité des activités d'évaluation du DWP sont effectuées par des contractants externes et le Département consacre un niveau élevé de financement et du temps de son personnel à soutenir son engagement dans l'évaluation. Des méthodologies très diverses sont employées dans les évaluations du DWP, allant d'entretiens qualitatifs à l'emploi de méthodes plus sophistiquées quasi-expérimentales et à des essais de contrôle randomisés pour identifier les impacts bruts et nets.

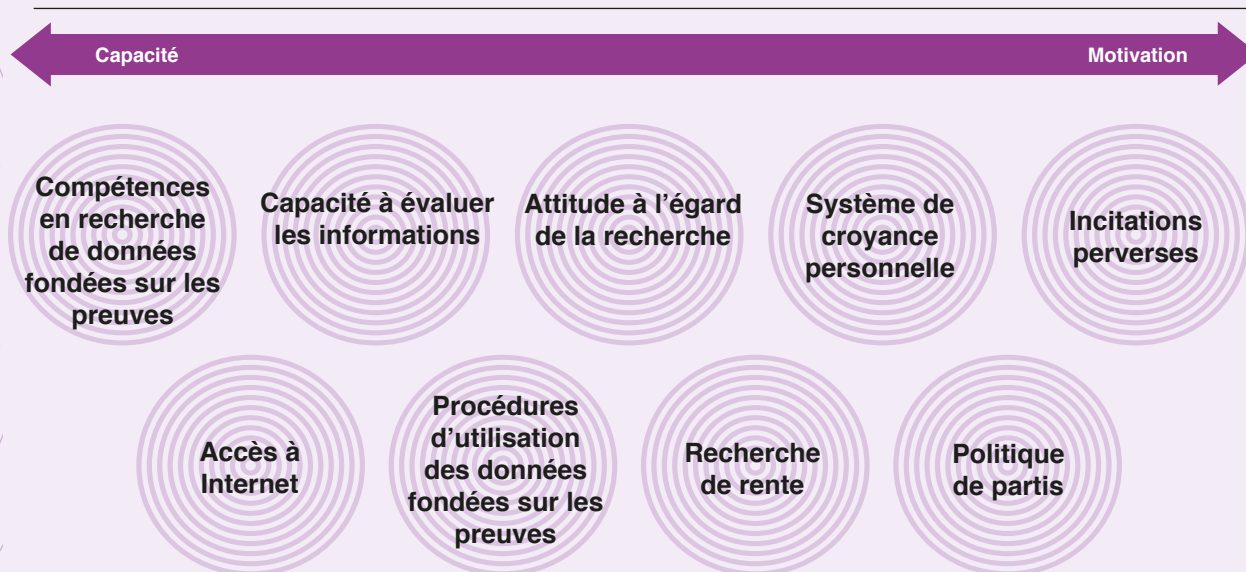
Dans tous les cas, les implications politiques des rapports d'évaluation sont résumées à l'intention du ministre ainsi qu'à celle des réunions de pilotage et des conseils de gestion des projets et des programmes par les principaux décideurs. Toutes les évaluations sont rendues publiques, y compris celles ayant des résultats négatifs.

Un bon exemple en est le « Job Retention and Rehabilitation Pilot », un programme ayant initié des interventions auprès d'individus en congé maladie de 6 à 26 semaines pour soutenir la reprise du travail afin de déployer cette approche au plan national si elle s'avère efficace. L'adhésion initiale a été lente bien qu'elle ait progressé par la suite durant la période pilote, et l'évaluation, sous la forme d'un essai contrôlé randomisé, a indiqué que le pilote n'avait pas d'impact et a donc été arrêtée.

produites dans le processus du travail, collecter les aperçus émergents et les rendre explicites et faciles à partager (voir un exemple à l'Encadré 7.8). Cela implique d'avoir des systèmes en place (habituellement numériques), conçus pour stocker ces connaissances et d'autres

connaissances utiles pour les politiques afin que le personnel du gouvernement ou d'organisations politiques puisse avoir accès à ces connaissances et les utiliser si nécessaire.

FIGURE 7.2: EXEMPLES DE FACTEURS DÉTERMINANT LE NIVEAU DE DEMANDE POUR DE LA RECHERCHE FONDÉE SUR LES PREUVES



Encadré 7.8: Plateforme mondiale publique-privée de partage des connaissances sur les compétences au service de l'emploi

La plate-forme mondiale publique-privée, de partage des connaissances sur les compétences au service de l'emploi (Global KSP) vise à resserrer les liens entre éducation et formation pour renforcer la création de travail productif et décent en partageant les données fondées sur les preuves, l'évaluation, les approches, les connaissances et les expériences jugées efficaces par les gouvernements, les employeurs, les travailleurs et les organisations internationales dans la prise en compte des questions suscitant une préoccupation commune dans le monde.

Global KSP utilise la Stratégie de formation du G20 comme fondement en donnant des données fondées sur les preuves sur la manière dont fonctionnent les stratégies, les politiques et les systèmes de formation et de renforcement des compétences avec leurs besoins connexes de ressources et d'engagement des parties prenantes et en combinaison avec d'autres politiques et institutions. La Plateforme permet l'échange d'idées et d'expériences parmi les décideurs, le secteur privé et les institutions d'éducation et de formation technique et professionnelle (EFTP), les institutions académiques, les agences bilatérales et autres organisations internationales produisant des données factuelles du développement des compétences visant à améliorer l'employabilité et la productivité.

Source: Voir <http://www.skillsforemployment.org>

Encadré 7.9: Élaboration de politiques basées sur des données fondées sur les preuves au Rwanda

Le Rwanda fait de grandes avancées en termes de résolution de problèmes de longue date tels que la pauvreté, la santé et l'emploi. Dans le contexte de la reconstruction et du redéveloppement post-conflit, les efforts entrepris par le Gouvernement rwandais pour améliorer les résultats du développement pour les populations du pays ont recueilli le soutien d'organisations internationales, notamment des Nations Unies et de la Banque mondiale, à ses efforts pour renforcer l'accès au logement, aux soins de santé et au travail, en particulier pour les femmes, et pour atteindre les Objectifs du développement durable énoncés par le pays.

Une partie de ce succès a été l'engagement dans la prise de décision basée sur des données fondées sur les preuves. Par rapport à d'autres pays à faibles revenus, le Rwanda a pris des mesures pour garantir que les investissements majeurs dans des programmes de développement soient fondés sur de solides données fondées sur les preuves et des études garantissant l'apprentissage. En 2011, le Rwanda a signé un programme d'appui avec les Nations Unies qui a affecté près de 2 millions USD au renforcement du suivi et de la consolidation des capacités de S&E local. En 2015, le Fonds des Nations unies pour la population a souligné le rôle joué par les données fondées sur les preuves dans la facilitation du développement, de la planification sociale et de l'affectation des ressources.

L'engagement du Rwanda dans l'évaluation d'impact est particulièrement remarquable. En collaboration avec des donateurs, des ONG et des institutions de recherche internationale, le Rwanda a appuyé un grand nombre d'études expérimentales et quasi-expérimentales ces dernières années dont quelques exemples sont cités ci-dessous :

- **Jeunes, emplois et coopératives agricoles :** en utilisant une conception quasi-expérimentale, l'OIT a évalué les effets d'une intervention destinée à renforcer les compétences commerciales de directeurs de coopératives, la compétitivité globale des coopératives et les revenus et les conditions d'emploi de membres de coopératives ainsi qu'à améliorer la sécurité alimentaire au Rwanda. La recherche a exploré l'impact à long terme de l'intervention sur l'emploi, les résultats organisationnels commerciaux et financiers des coopératives agricoles (OIT, 2017a).
- **Impulsion de l'alphabétisation au Rwanda :** Cet ECR de deux ans finalisé en 2016 était un partenariat entre le Conseil de l'éducation du Rwanda, Save the Children et l'Université Stanford et a évalué l'impact de l'apprentissage des communautés dans le cadre de l'impulsion de l'alphabétisation (Literacy Boost) par rapport à l'apprentissage scolaire destiné à augmenter les taux d'alphabétisation des enfants (Friedlander et al, 2016).
- **Dynamique de la vie et préparation au travail :** Pendant la période 2013–2014, Education Development Center, Inc. a effectué un ECR du programme Akazi Kanoze offrant aux jeunes du Rwanda des compétences en matière d'emploi et une formation de préparation au travail ainsi que des liens à l'emploi et aux auto-possibilités d'emploi. Malgré un déclin initial de l'emploi dans le groupe de traitement et dans le groupe de contrôle, un pourcentage plus élevé de jeunes du groupe de traitement a été employé à la fin du programme Akazi Kanoze (Alcid, 2014).
- **Promotion de l'adoption d'une technologie agricole :** J-PAL et TechnoServe, une ONG agro-industrielle, ont évalué l'impact d'une formation agro-industrielle et technologique dans les régions productrices de café au Rwanda sur la base d'un ECR. L'étude a comparé des villages n'ayant pas reçu de formation ont des villages ayant une formation à faible -, moyenne- et haute densité. Les données préliminaires laissent suggérer que la formation a aidé les agriculteurs à améliorer leurs pratiques de culture mais qu'ils sont plus enclins à adopter les technologies et les pratiques dont l'application nécessite le moins d'efforts (Pamuk et al, 2014).
- **Promotion de l'éducation des pères :** Promundo et le Rwanda Men's Resource Center (RWAMREC) ont lancé un ECR en 2015, en collaboration avec le Ministère de la Santé rwandais, pour évaluer l'impact de l'éducation d'un groupe de pères. L'étude évaluera l'impact de l'éducation du groupe de pères à la planification familiale, à la santé maternelle et infantile, aux attitudes liées au genre, aux comportements à risque et à la santé masculine (Doyle et al, 2014).
- **Formation d'enseignants et éducation à l'entrepreneuriat :** J-PAL est en train d'effectuer un ECR de la réforme des programmes visant à promouvoir l'éducation à l'entrepreneuriat au Rwanda. Cette étude examine l'effet d'un programme de formation d'enseignants sur les résultats académiques d'étudiants, économiques et sur le marché du travail, étant entendu que la formation à l'entrepreneuriat ne sera un succès que si les enseignants dispensent effectivement leur formation (à venir).

Tableau 7.2 : Stratégies d'augmentation de la demande des données fondées sur les preuves

Problème	Solution éventuelle
Les considérations politiques supplantent les données fondées sur les preuves	Cibler les décideurs ouverts aux données fondées sur les preuves afin qu'ils les utilisent comme un apport à d'autres facteurs comme l'agenda politique, les contraintes budgétaires et les capacités administratives
Faible capacité des décideurs à utiliser, produire ou institutionnaliser les données fondées sur les preuves	Former le personnel à mettre en œuvre des organisations, établir des directions S&E, recruter des personnes compétentes et les motiver via des liens formels avec des universitaires
Horizon à court terme des décideurs	Combiner les mesures des résultats à court et long termes et encourager des déroulements progressifs pour donner la possibilité d'évaluer les programmes avant une augmentation majeure
Aversion au risque et inclination à éviter l'échec de la part des décideurs	Créer des institutions autorisant l'innovation, un espace pour des programmes « à échec intégré » et encourager un niveau plus élevé de tolérance des risques
Manque de pression de la société civile ou du législatif pour conduire des évaluations	Convaincre ces institutions de demander des évaluations via la participation au débat de la société civile

Encadré 7.10 : Cliniques d'évaluation et communautés de pratique

L'OIT apporte une assistance technique et une formation aux partenaires dans le but de créer une masse critique d'expertise en évaluation chez les partenaires sociaux et les homologues dans le pays. Les cliniques d'évaluation sont des ateliers sur le S&E et l'évaluation d'impact, dans le but de faire partager les outils et les techniques d'évaluation, d'aider les professionnels de l'emploi des jeunes à comprendre, interpréter et traduire les données fondées sur les preuves des évaluations. L'OIT offre des formations en évaluation basiques et avancées.

Les cliniques d'évaluation se tiennent sur trois à quatre jours sur les outils fondamentaux du S&E, les méthodes d'évaluation d'impact et de collecte de données. Au cours des cliniques, des équipes de projets d'emploi pour les jeunes se servent d'études de cas vivantes dont les options pour un S&E ou une évaluation d'impact plus solides sont discutées et décrites lors de sessions de travail de groupe.

Les cours d'évaluation pour cadres sont des cours de formation avancés de cinq jours sur l'évaluation dispensés aux universitaires, aux évaluateurs, aux exécutants et aux chercheurs ayant une compréhension approfondie des techniques rigoureuses d'évaluation d'impact afin de renforcer leur capacité de compréhension, d'interprétation et de conduite des évaluations d'impact.

L'OIT offre une assistance technique en suivant une approche de communauté de pratiques. La communauté de pratique pour l'emploi des jeunes est une approche collaborative de renforcement des capacités en S&E et en évaluation d'impact et d'encouragement à l'apprentissage et à la coopération entre organisations destinées aux jeunes.

► **Compétences requises pour utiliser les données fondées sur les preuves :**

Il est essentiel que les décideurs et le personnel d'appui aient la capacité de lire, interpréter et appliquer les données fondées sur les preuves dans la prise de décision. Concernant l'emploi des jeunes, cela implique une connaissance et une spécialisation préalables dans les sujets relatifs à l'emploi des jeunes et une familiarité avec l'évaluation d'impact. Au niveau individuel, il est nécessaire d'avoir une grande diversité de capacités notamment : la connaissance de ce qu'est la recherche et de la manière dont elle

peut être utilisée, les compétences en recherche et en évaluation des informations des recherches ; compétences en pensées critiques pour absorber, critiquer et fusionner les informations et une attitude positive à l'égard des données fondées sur les preuves des recherches.

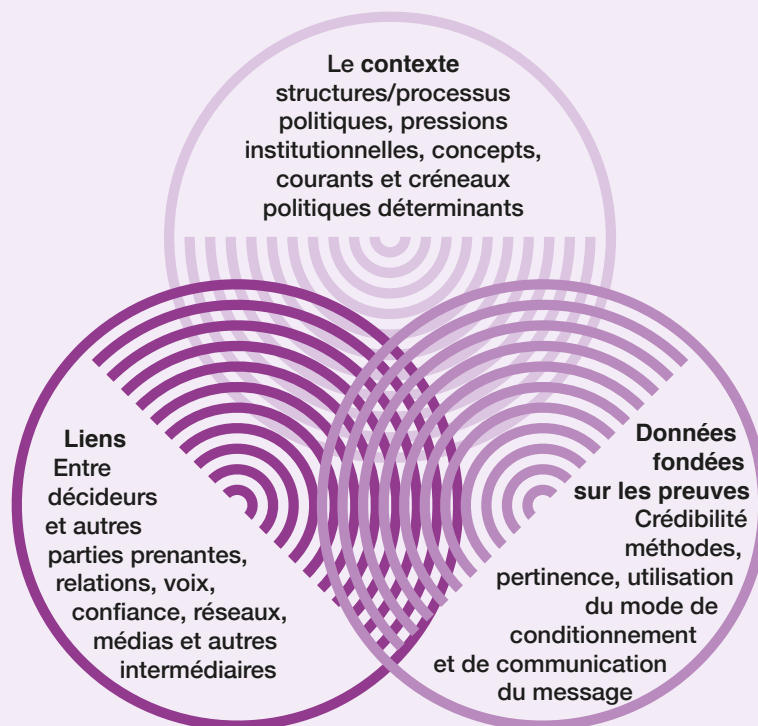
Quand la demande en données fondées sur les preuves est faible, un certain nombre de stratégies peuvent être déployées pour dynamiser les perspectives d'adhésion (adapté de [Dhaliwal and Tulloch, 2012](#) dans le tableau 7.2).

Outils pour favoriser l'utilisation de données fondées sur les preuves pour l'emploi des jeunes

Pour s'assurer que la base de données fondées sur les preuves continue à progresser et soit utilisée efficacement, les chercheurs et les décideurs doivent prévoir proactivement

des moyens d'améliorer l'adhésion à la recherche. Un certain nombre d'outils existent pour appuyer cette approche.

FIGURE 7.3: CADRE RAPIDE



CONDUITE D'UNE ANALYSE CONTEXTUELLE

Pour faciliter l'utilisation d'une recherche factuelle visant à promouvoir une politique ou une pratique axée sur l'emploi des jeunes, la première étape est souvent d'identifier le contexte politique entourant cette question et d'identifier les facteurs clés susceptibles d'influencer le processus politique. Le Cadre «Rapid Context, Evidence and Links» a été élaboré par l'Institut de développement d'outre-mer comme un cadre conceptuel pour aider les chercheurs et les entrepreneurs à comprendre le rôle joué par la recherche fondée sur les preuves, notamment, en influençant la politique (voir figure 7.3). Les quatre composantes de ce cadre peuvent donner des informations précieuses et approfondies sur le créneau politique, les acteurs et les réseaux politiques clés, les lacunes dans les données fondées sur les preuves existantes, modes de communication alternatifs et tendances et changements de l'environnement extérieur.

RAPID a élaboré une check-list simple de questions pour y parvenir, notamment des questions sur les agents extérieures, le contexte politique lui-même, les données fondées sur les preuves sur la recherche et l'identification d'autres parties prenantes susceptibles d'aider. Elle peut aussi aider

à identifier l'existence de lacunes de connaissances et de données fondées sur les preuves et les points d'entrée stratégiques pour un changement politique.

Dans le cadre RAPID, le contexte de l'économie politique pour la production de données fondées sur les preuves est important pour déterminer si ces données peuvent être reprises et utilisées ou pas. Le principal facteur est habituellement le contexte politique qui inclut le système politique : – les acteurs individuels et les institutions – et la dynamique de pouvoir entre et au sein des institutions et des acteurs. Il s'agit, par exemple, de savoir si la société étudiée est relativement ouverte et démocratique ou fermée et autocrate ou s'il s'agit d'une société fragile et affectée par un conflit, où les institutions politiques sont faibles ou même ne fonctionnent pas. Ces aspects affectent probablement la manière dont les connaissances circulent et dont les décisions sont prises.

Il est également important de considérer quels éléments de connaissance, débats et prises de décisions sont publics et combien ne le sont pas. Les communautés locales ont-elles accès au pouvoir formel et l'influencent-elles

Encadré 7.11 : Vers des programmes actifs du marché du travail basés sur des données fondées sur les preuves en Égypte : défis et perspectives

En Égypte, l'OIT, le Population Council, l'Université américaine du Caire, le Gouvernement égyptien et les partenaires au développement ont engagé un processus d'analyse contextuelle plaidant en faveur de programmes actifs du marché du travail (ALMP) basés sur des données fondées sur les preuves pour les jeunes. Cet exercice a pour objectif d'analyser le cadre politique de l'emploi des jeunes en y engageant les principales parties prenantes et de synthétiser les données factuelles globales émanant d'évaluations d'impact sur l'efficacité des programmes d'emploi pour les jeunes et d'en comparer le résultat à la situation en Égypte. Le processus et les conclusions sont documentés dans un rapport d'impact de l'OIT présenté au Ministre de la Main d'œuvre et des Migrations et devraient contribuer à l'élaboration d'un ensemble moderne d'ALMP à l'intention des jeunes.

Source: OIT, 2017.

et, si tel est le cas, comment le font-elles ? Dans le cadre de cette analyse, il faut examiner le contexte de la prise de décision dans les structures sociales et politiques, notamment le rôle des acteurs dans les communautés locales, et comment ces déterminants peuvent influencer l'appropriation, l'implication et l'adhésion et l'utilisation des conclusions de l'étude dans le développement politique.

Si le contexte de l'économie politique des interventions sur le marché du travail a toujours eu une importante influence sur leur développement, les analyses du contexte formel sont de plus en plus utilisées pour l'emploi des jeunes comme un outil essentiel contribuant à la progression de la politique et des stratégies nationales sur l'emploi. Un exemple en est le déploiement récent d'une analyse contextuelle en Égypte (voir Encadré 7.11).

ÉLABORATION D'UN PLAN D'UTILISATION DE DONNÉES FONDÉES SUR LES PREUVES

Un plan d'utilisation de données fondées sur les preuves pour l'emploi des jeunes présente les mesures visant à une influence effective à travers la feuille de route envisagée d'actions, de produits et d'activités. Ces éléments sont structurés de manière à parvenir à l'objectif ultime d'informer la prise de décision dans le domaine de l'emploi des jeunes. Un tel plan aidera les professionnels à réfléchir à travers des stratégies visant à encourager l'appropriation des données fondées sur les preuves de l'emploi des jeunes par les principales parties prenantes dès le début, renforcera la demande d'informations sur les progrès et les résultats et contribuera à augmenter la probabilité de faire connaître, comprendre et utiliser les conclusions afin d'améliorer la politique et la programmation.

changements et où se situent les acteurs influents par rapport à d'autres qui essaient aussi d'apporter un changement. Les principaux objectifs de l'utilisation de données fondées sur les preuves doivent être déterminés à la lumière de ces données que les évaluateurs s'attendent à produire et du contexte dans lequel ces résultats seront communiqués. Quand les objectifs ont été établis, il est judicieux de se centrer sur des objectifs plus immédiats et sur les résultats intermédiaires produits par les stratégies et les interventions choisies. Dans un souci de clarté et de centrage, le nombre d'objectifs devrait être à trois au plus.

Objectifs

Lors de l'établissement des objectifs devant appuyer l'adhésion aux données fondées sur les preuves dans la formulation de politiques sur l'emploi des jeunes, il est important d'être réaliste quant à l'ampleur des réalisations attendues. Un bon objectif d'adhésion aux données fondées sur les preuves doit préciser clairement la raison pour laquelle les changements proposés sont importants, qui ils affecteront, ce qui doit être fait pour sécuriser ces

Engagement des parties prenantes

Au début de la recherche, il est important d'identifier qui sont probablement les parties prenantes pertinentes. Ce sont celles ayant un intérêt évident dans les résultats du programme ou du projet étudié : à ce titre, ces parties peuvent être des décideurs, des organisations de la société civile, le secteur privé, d'autres chercheurs et les bénéficiaires potentiels. Il est important de reconnaître que les organisations d'employeurs et de travailleurs représentent des partenaires formels dans tous les efforts entrepris pour promouvoir

de meilleurs résultats sur le marché du travail, bien que l'apport de ces organisations soit souvent négligé dans les stratégies visant à engager des acteurs du gouvernement. Il est important en outre que les parties prenantes devant être engagées puissent être des utilisateurs directs de la recherche ou celles pouvant soutenir votre organisation quand vous prévoyez l'adhésion. De tels « intermédiaires de données fondées sur les preuves » peuvent jouer un rôle important dans la communication des résultats vers le haut.

Quand les parties-prenantes pertinentes sont identifiées, il faut envisager une stratégie appropriée pour l'engagement de chacune d'elles. Cette stratégie doit être élaborée sur la base de l'examen de leur intérêt ('potentiel') dans l'intervention en question et l'ampleur et le type d'engagement nécessaire pour soutenir l'adhésion. Chaque partie prenante aura des intérêts et des perspectives différents, des besoins d'informations et des processus de diffusion des résultats qui leur seront propres sur la base des perspectives et de ces besoins. Prendre le temps de planifier attentivement les méthodes de ciblage des parties prenantes spécifiques garantira l'efficacité des efforts de propagation ultérieurs.

Si vous avez l'intention de cibler des décideurs, vous devez comprendre le contexte et les normes de décision dans le pays ou dans les pays dans lesquels vous travaillez. Cela signifie une claire compréhension des fondamentaux du système politique et des structures décisionnelles au niveau local. À titre d'exemple, on doit comprendre le rôle spécifique des membres du parlement par rapport à celui des ministères et des membres du gouvernement et, dans ce contexte, comment les lois sont adoptées et les programmes élaborés. Au sein du gouvernement, les acteurs de la fonction publique peuvent jouer différents rôles dans l'élaboration de programmes pour les ministres. De telles considérations varient naturellement de

manière importante dans les différents gouvernements dans le monde. Au-delà de ces considérations, la compréhension du calendrier budgétaire et des différentes étapes de la formulation du budget aidera à définir les points d'entrée pour ceux qui cherchent à fournir aux décideurs des données fondées sur les preuves susceptibles d'être traduites en actions.

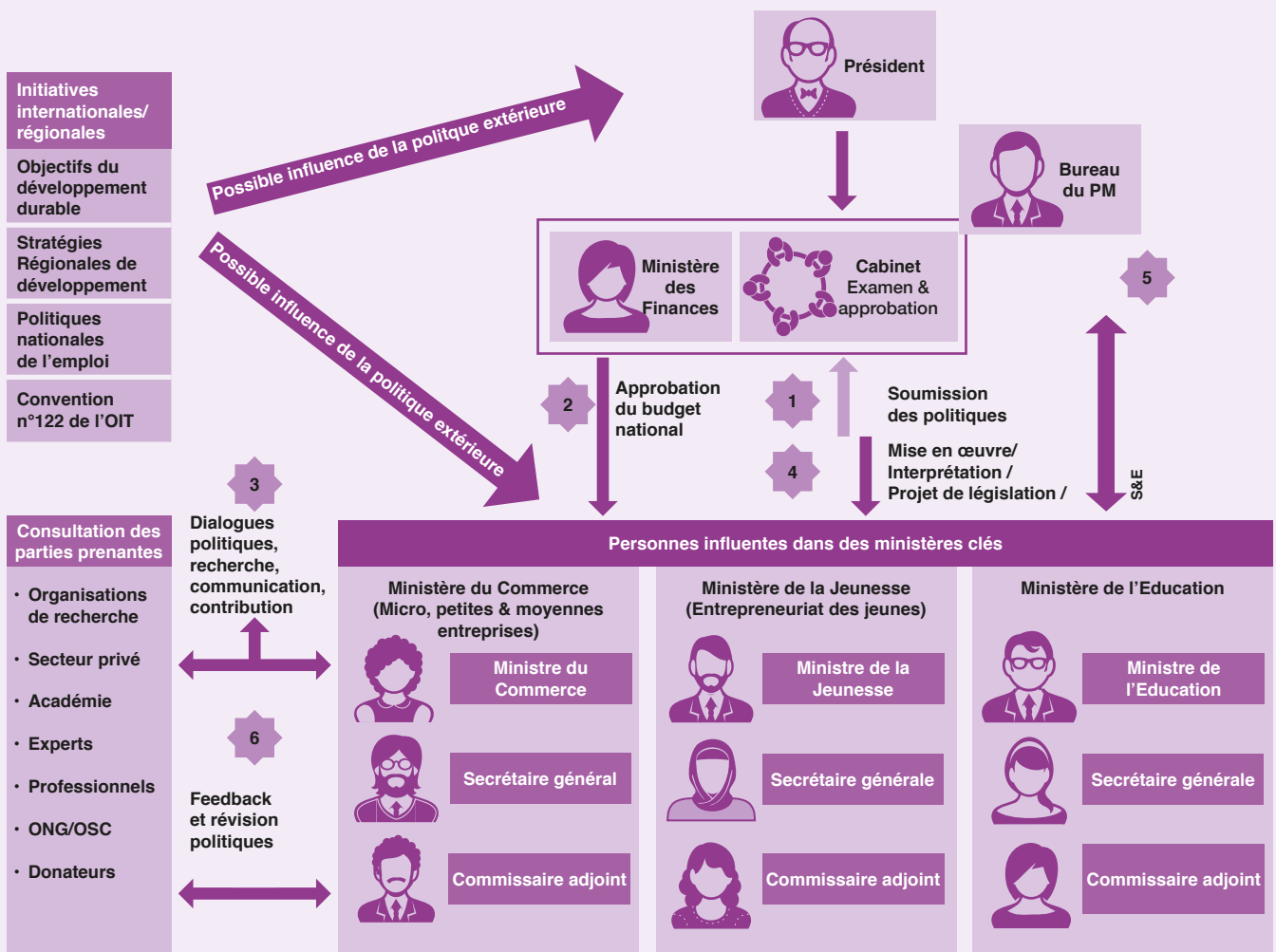
Une fois que l'on a une compréhension de base du processus politique, il est important de découvrir comment fonctionne la politique relative au sujet d'intérêt dans le pays concerné et quels processus politiques pertinents sont en cours. À titre d'exemple, vous pouvez trouver qu'une équipe d'un ministère particulier est chargée de l'emploi des jeunes ou qu'une organisation paraétatique traite de cet aspect de développement politique ou que la responsabilité de votre sujet relève d'organismes gouvernementaux locaux.

Au même moment, en considérant les parties prenantes spécifiques, on ne doit pas se focaliser exclusivement sur les seuls politiciens. Les conseillers et le personnel techniques (ex : personnel parlementaire ou fonctionnaires) jouent un rôle important dans l'orientation des décisions politiques et ils peuvent constituer une bonne source d'informations sur les processus décisionnels formels et informels.

Topographie des influences

La topographie des influences identifie les individus et les groupes ayant le pouvoir d'affecter les décisions importantes concernant un programme ou une approche politique particulière (voir Figure 7.4). Au-delà de la liste initiale de parties prenantes, la topographie des influences renseigne en outre sur la position et les motifs de chacun des acteurs et sur les meilleurs moyens de communiquer avec eux. Cette approche est également connue sous l'appellation de topographie de

FIGURE 7.4: EXEMPLE DE CARTOGRAPHIE DES PARTIES PRENANTES



l'influence des parties prenantes, de topographie du pouvoir ou de sphère d'influence.

Engagement continu

Une fois que le travail de recherche a commencé, il peut être facile d'oublier les parties prenantes autres que celles directement affiliées au projet ou au programme spécifique, jusqu'à ce que les chercheurs soient prêts à leur communiquer des conclusions. Dans l'idéal, on doit maintenir l'engagement auprès des parties prenantes pendant toute la mise en œuvre du programme et de l'étude de la recherche. Cela leur permet de continuer à conseiller l'équipe de recherche sur la mise en œuvre de cette recherche, de garder la recherche à l'esprit et à les rendre probablement plus attentifs aux résultats définitifs. Si les conclusions portent à la controverse (ex : par rapport à l'inefficacité politique), le fait d'avoir des relations avec des décideurs devrait permettre une discussion plus efficace sur les conclusions et, ensuite, sur l'apprentissage politique. Une façon de maintenir les décideurs impliqués est d'inviter certains d'entre eux à siéger au comité de pilotage qui se réunit occasionnellement pour donner des conseils sur les questions émergentes.

TIP



Rédiger des notes percutantes

- Assurez-vous que les conclusions de votre recherche soient présentées dans le contexte des données factuelles existant sur le sujet.
- Assurez-vous de bien exposer pourquoi la recherche que vous présentez est pertinente pour la politique et quelles sont les implications de vos conclusions.
- Rendez votre dossier attrayant: les décideurs sont plus enclins à lire un document bien présenté.
- Résumez les points principaux et présentez-les en première page sous forme de liste.
- Abrégez-le – dans l'idéal en deux à quatre pages.
- Expliquez les acronymes et évitez d'employer un jargon technique (ou expliquez-le clairement).

Une fois que les résultats commencent à apparaître, il est important de trouver un moyen de faciliter non seulement la diffusion des résultats mais aussi la discussion et le feedback. Cela peut se faire en ligne (par des listes de courriels ou des forums de discussion) ; toutefois, les discussions en direct sont généralement plus efficaces. Il est

Encadré 7.12: Notes d'orientation et documents de travail

Notes d'orientation: Les notes d'orientation permettent de communiquer des résultats aux parties prenantes internes et externes. Une note d'orientation présente de manière simple les conclusions principales d'une évaluation, en incluant par exemple des éléments visuels comme des graphiques ou des tableaux, et propose des recommandations d'orientation ou de programmation.

Documents de travail: les chercheurs peuvent travailler en collaboration avec l'équipe du programme pour publier des documents de travail et des articles dans des journaux académiques, afin de présenter les résultats des recherches auprès d'universités ou d'institutions de recherche. Les documents de travail peuvent être publiés et disséminés par les associations académiques auxquelles sont rattachées les chercheurs. Être cité dans des articles académiques est un moyen utile pour accroître la visibilité d'un programme et pour générer de l'intérêt chez les donateurs.

TIP



Recherche de conférences régulièrement organisées sur les données fondées sur les preuves de l'emploi des jeunes:

- Semaine annuelle de l'information de 3ie
- Conférence et séminaires du IZA Institute of Labour Economics
- Conférence annuelle du Economic Research Forum
- Conférence de Making Cents Youth Economic Opportunities
- Colloque de l'OIT sur l'emploi des jeunes

important d'aller vers les décideurs plutôt que de s'attendre à ce qu'ils viennent vers vous. Si vous envisagez d'organiser une réunion de présentation des résultats, demandez-vous si vous n'auriez pas une plus forte participation en organisant cette réunion dans leur « espace ». à titre d'exemple, vous pourriez envisager de rendre une visite à un organisme du gouvernement pour y faire une présentation aux responsables ou à vous rendre au parlement pour vous entretenir avec des membres d'un comité parlementaire pertinent.

SYNTHÉTISATION ET RÉORGANISATION DE LA RECHERCHE

Les résultats de la recherche doivent être publiés dans des formats accessibles à des non-experts et dans un style pouvant être plus approprié pour les décideurs que des articles de revue à l'intention de scientifiques. Il peut s'agir de résumés de recherche ou d'autres productions écrites, comme des fiches d'information ou d'écrire les conclusions sur un blog. Dans le passé, la tendance était de penser que la communication de recherches se faisait principalement par le biais de notes d'orientation. Or celles-ci ne sont pas toujours appropriées pour la recherche en question.

TIP



Synthétiser la recherche

L'approche la plus rigoureuse de synthétisation de données fondées sur les preuves est un examen systématique. Mais elle peut prendre beaucoup de temps à produire et n'est pas toujours la méthode de synthèse la plus appropriée. Il est important de sélectionner une méthode de synthèse appropriée à votre recherche spécifique. Il est particulièrement crucial:

- d'être clair sur la méthodologie employée pour chercher et sélectionner le texte à inclure. Ce peut être la mention des bases de données que vous avez consultées ainsi que la/les chaîne(s) de recherche utilisée(s). Vous pouvez aussi choisir d'effectuer une recherche manuelle, « à effet boule de neige » (recherche de listes de citations d'autres références), application de connaissances personnelles et/ou recommandations d'experts. Pour une revue systématique, l'approche de la recherche doit être convenue dès le début
- être explicite sur la manière dont vous apprécierez la recherche et s'assurer de discuter non seulement de la quantité mais aussi de la qualité des données fondées sur les preuves de la recherche
- assurez-vous d'écrire un résumé clair de la synthèse en mettant en exergue les messages clés pour les décideurs et les professionnels.

Il est important de se rappeler que les communications écrites, en particulier à l'intention des parties prenantes primaires, ne sont pas une fin en soi et qu'elles doivent être utilisées parallèlement à d'autres activités d'influence et d'engagement.

Les programmes de recherche peuvent choisir de communiquer leurs conclusions par des présentations orales lors de conférences et de réunions. Pour un dialogue d'orientation politique direct, le moyen le plus efficace peut

être un engagement dans de brèves rencontres directes avec des décideurs et des parties prenantes. Mais, comme nous l'avons déjà noté, l'effort entrepris pour influencer les orientations politiques est souvent une entreprise à plus long terme visant à façonner progressivement des perspectives politiques. À cet égard, la participation active à des conférences est une façon de toucher un plus large éventail de parties prenantes et d'influencer l'adhésion politique par une voie moins directe. Dans l'espace de l'emploi des jeunes, un certain nombre de conférences réunissent régulièrement divers groupes de parties prenantes autour données fondées sur les preuves et des leçons apprises dans cet espace.

Usage des médias

Les médias, télévision, presse écrite traditionnelle et nouveaux médias, offrent un moyen

non seulement de se rapprocher des décideurs et des principales parties prenantes mais aussi de faire évoluer les perceptions du public sur les questions relatives à l'emploi des jeunes. Toutefois, dans l'ensemble, les chercheurs et les institutions de recherche politique utilisent peu les médias dans leurs efforts de réalisation d'un changement politique. Les journalistes sont enclins à développer des histoires intéressantes les visionneurs et les lecteurs, et l'emploi des jeunes n'est à l'évidence pas un sujet à couvrir à cet égard. Le défi pour les chercheurs est de faire connaître leur travail aux journalistes et de le présenter de manière à donner aux journalistes une vision claire de la manière dont ils peuvent en parler de manière intéressante ou intrigante. La check-list ci-dessous est utile car elle indique comment être prêt pour les caméras (ou les journaux) et comment constituer une équipe de réponse rapide dans votre organisation, pouvant répondre aux occasions de médias pertinents.

DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Les capacités internes requises d'adhésion à la recherche sont les connaissances, les compétences et les attitudes nécessaires pour avoir accès, utiliser, créer et communiquer les informations sur la recherche. Les décideurs et leurs équipes d'appui peuvent ne pas maîtriser toutes les connaissances et compétences nécessaires pour évaluer les conclusions d'une recherche et en assurer la mise en œuvre effective au niveau politique. Dans les nations en développement, les limites de capacités sont particulièrement fortes, compte tenu des limites de ressources auxquelles sont confrontés les gouvernements de ces pays. Le passage effectif de la pratique à une politique axée sur les données fondées sur les preuves nécessite un investissement considérable dans le soutien du renforcement des capacités des principaux décideurs et de leur personnel. Pour élaborer

une stratégie d'influence politique, il est donc essentiel d'avoir une stratégie de renforcement des capacités fondées sur une claire identification des insuffisances de capacités.

Pour l'OIT, le développement des capacités vise à promouvoir les capacités institutionnelles des États membres ainsi que des organisations d'employeurs et de travailleurs représentatives, pour faciliter une politique de l'emploi significative et cohérente et un développement durable. Le Centre international de formation de l'OIT à Turin, Italie, joue un rôle important dans le développement des capacités. L'OIT s'est engagée dans le développement des capacités des gouvernements par l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques nationales de l'emploi et du travail ciblant les jeunes mais aussi par le développement des compétences nationales et de

TIP



Devenir une ressource pour les journalistes

- Soyez disponible. Donnez aux reporters, en particulier ceux qui travaillent à point d'heures dans les services de presse, le numéro de téléphone de votre domicile et de votre mobile et dites leur que vous êtes toujours disponible.
- Recherchez les journalistes lors de réunions et d'événements publics et donnez-leur votre carte de visite.
- Soyez prêt à être cité. Obliger un reporter à vous rappeler pour avoir votre autorisation d'utiliser une citation réduira les chances d'utilisation de cette citation. Cela peut nécessiter un assouplissement des règles institutionnelles pour se rapprocher des médias.
- Informez-vous des questions. Lisez et commentez intelligemment les développements relatifs à votre cause.
- Ne supposez pas que les journalistes ont reçu les mêmes informations que les vôtres sur les événements thématiques ou les communiqués de presse pertinents.
- Évitez les arguments rhétoriques et idéologiques ; la plupart des journalistes ont déjà entendu tout cela.
- Maîtrisez vos faits : ne communiquez jamais d'informations sans vous assurer de leur véracité.
- Sachez où trouver rapidement des informations ou des contacts et faites-vous rapidement une réputation de source fiable.

plans de formation, de services de l'emploi et de services d'information et de statistiques sur le marché du travail et des systèmes de sécurité sociale.

Les activités de développement des capacités soutenant les organisations d'employeurs en recherche fondée sur les preuves pour l'emploi des jeunes sont limitées. Il est

TIP



Rendre plus remarquable un rapport ou un communiqué de presse

- Préparez un bref résumé analytique (3 à 10 pages).
- Postez le résumé sur votre site Web et indiquez le lien dans le communiqué de presse.
- Dans un communiqué de presse, ne mentionnez que quelques faits ou statistiques essentiels, la plupart des articles de nouvelles sont succincts.
- Utilisez des graphiques et des tableaux clairs et ne prévoyez que des paragraphes courts et bien rédigés.
- Connectez le rapport à une « accroche » pour éveiller l'intérêt des journalistes.
- Si possible, indiquez l'évolution des données depuis l'année précédente.
- Créez des titres originaux et intéressants pour les tendances des conclusions.
- Si vous êtes affilié à une institution académique, publiez les communiqués sur son papier à en-tête et utilisez leur bureau de médias pour des contacts avec la presse.
- Rendez les chiffres plus significatifs en faisant des comparaisons ou en les décomposant en unités familières.
- Essayez de publier un bref résumé du rapport en qualité d'opinion d'un invité dans l'éditorial d'un journal.

essentiel de consolider les capacités des organisations d'employeurs dans ce domaine afin de renforcer leur influence politique, les efforts de lobbying et le plaidoyer en faveur d'approchées particulières. La base de données fondées sur les preuves sur « ce qui marche » dans l'entrepreneuriat des jeunes, la formation en cours d'emploi et le développement des compétences revêt une importance particulière.

La nécessité est la même pour les organisations de travailleurs. Les organisations de

travailleurs représentent les intérêts des employés, suivant une approche fondée sur les droits axée sur le niveau sectoriel et du lieu de travail. En tant qu'organisations démocratiques, devant rendre compte à leurs membres, un suivi et une évaluation efficaces sont une priorité pour le renforcement des capacités mais échappent aux perceptions traditionnelles de leurs pouvoirs. Pour permettre aux organisations de travailleurs de participer plus effectivement aux processus de formulation des politiques sur l'emploi des jeunes, il faut (i) augmenter le niveau de connaissances au sein des organisations de travailleurs à partir de données fondées sur les preuves de stratégies efficaces pour l'emploi des jeunes (ii) donner des informations et des diagnostics plus facilement accessibles sur le marché du travail et (iii) faciliter l'évaluation des compétences et des connaissances existantes des jeunes.

Les principaux domaines de développement des capacités en recherche fondée sur les preuves sont les suivants :

- ▶ maîtrise de l'information
- ▶ fondamentaux pour une maîtrise intermédiaire des méthodologies de recherche (voir Note 5)
- ▶ communications internes
- ▶ gestion interne des connaissances
- ▶ compétences académiques en rédaction et en synthèse
- ▶ compétences en identification et en appréciation de la recherche fondée sur les preuves sur l'emploi des jeunes
- ▶ connaissances thématiques sur le sujet : développement des compétences, services publics de l'emploi, subventions salariales
- ▶ mesures incitatives (ou dissuasives) à prendre en considération les données fondées sur les preuves.

L'amélioration substantielle de l'utilisation de données fondées sur les preuves fondées sur la recherche dans l'élaboration de politiques et de pratiques nécessite également un effort au niveau des partenaires. L'objectif

est d'améliorer les structures, les processus, les ressources, la gestion et la gouvernance de base. Au niveau du système, des efforts doivent être entreprises pour améliorer les environnements nationaux et régionaux de l'innovation. Il existe de nombreuses approches pour réaliser cette amélioration :

- ▶ établir des partenariats de recherche entre les institutions/universités du nord et du sud, favoriser la coopération entre les institutions de recherche dans les régions en développement (coopération Sud-Sud)
- ▶ apporter un soutien institutionnel aux universités des pays en développement (en particulier, en Afrique sub-saharienne)
- ▶ apporter un soutien aux conseils de recherche nationaux
- ▶ organiser le financement d'institutions de pays en développement pour l'accès à des services de recherche et techniques des partenaires de pays en développement
- ▶ soutenir les communautés de pratique entre les chercheurs et les décideurs travaillant sur un problème ou un secteur spécifiques du développement
- ▶ soutenir les décideurs dans les efforts entrepris pour devenir plus informés des données fondées sur les preuves fondées sur la recherche et des consommateurs plus avertis
- ▶ sponsoriser des programmes collaboratifs régionaux de maîtrise et de doctorat.

Naturellement, pour les organisations de recherche moins importantes et pour les organisations procédant à des études d'évaluation, le soutien au renforcement des capacités nécessaire pour engager effectivement les décideurs et d'autres parties prenantes pertinentes peut être limité par les ressources. Avec cela à l'esprit, ces organisations sont encouragées à personnaliser leurs efforts de communication auprès des décideurs, en décrivant les résultats, les approches méthodologiques et les implications politiques en termes clairs et simples et en mettant du personnel à disposition pour répondre aux questions techniques que les décideurs

pourraient poser. En outre, ces organisations sont encouragées à se rapprocher d'organisations plus importantes, en particulier d'organisations internationales comme l'OIT et la Banque mondiale, en tant que

partenaires dans les efforts de renforcement des capacités pour soutenir l'engagement politique fondé sur des données fondées sur les preuves.

CONCLUSION

La présente note encourage les chercheurs et les spécialistes politiques à diagnostiquer, planifier et renforcer les capacités en recherche fondée sur les preuves sur l'emploi des jeunes et le développement de l'apprentissage et des connaissances qui en résultent. Les stratégies décrites sont des analyses contextuelles de l'emploi, des plans d'utilisation de données fondées sur les preuves, des stratégies de communication et de formation en communication, visant à fournir aux acteurs des deux côtés de la relation des avis pratiques sur un engagement mutuel efficace et à garantir que toute la recherche produite ait des implications politiques positives.

Enfin, il est conseillé aux chercheurs d'utiliser des produits de synthèse comme des revues

systematiques et textuelles rigoureuses pour comprendre comme leur recherche s'inscrit dans la base de connaissances existante sur l'emploi des jeunes. Les produits synthétisés permettent aux programmes d'identifier les questions de recherche qui n'ont pas encore trouvé de réponse adéquate. Cette synthèse aidera les chercheurs non seulement à façonner la recherche de manière à combler productivement les lacunes de connaissances mais aussi à communiquer plus efficacement avec les décideurs et les professionnels dans le contexte d'un plus grand ensemble de données fondées sur les preuves et à démontrer comment le travail en cours pourra améliorer leur capacité de façonner une politique et des programmes efficaces en matière d'emploi des jeunes.



POINTS CLÉS

1. **La base de données fondées sur les preuves soutenant la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques efficaces du marché du travail pour les jeunes augmente** et devrait continuer à s'étendre dans l'avenir. Elle peut parvenir à une meilleure recherche et une meilleure compréhension de « ce qui marche » pour trouver des emplois aux jeunes en combinant les trois types suivants de données fondées sur les preuves. La recherche diagnostique comprend les obstacles et les possibilités de programmation et de prise de décision. La recherche descriptive observe les réalisations et les résultats des programmes et la recherche causale permet d'identifier les liens de cause à effet entre les interventions et leur impact.
2. **L'amélioration de l'utilisation de données fondées sur les preuves dépend à la fois des éléments fournis par les chercheurs et de la demande de ces éléments de la part des décideurs.** Les facteurs de l'offre et de la demande doivent être pris ensemble pour informer le processus politique. Les facteurs critiques déterminant la qualité et la quantité de l'offre sont les compétences, les finances et les informations nécessaires pour produire des données fondées sur les

preuves ainsi que la considération de ce qui est considéré être un élément d'appréciation « acceptable ». La demande est influencée par l'environnement institutionnel, les normes culturelles et les systèmes de gestion des connaissances. L'échange de données fondées sur les preuves porte sur la manière dont la recherche est effectivement communiquée pour relier ces deux « mondes »..

3. Si les contraintes à l'utilisation de données fondées sur les preuves se retrouvent essentiellement du côté de l'offre, alors des approches d'amélioration de la communication et de diffusion de la recherche peuvent être adoptées pour contribuer à faciliter la communication des connaissances et permettre l'apprentissage du côté politique.

Si le problème se trouve du côté de la demande, alors les stratégies peuvent être axées sur l'amélioration de la connaissance et de l'absorption de la recherche par les décideurs en étendant l'expertise en gestion de la recherche et en élaborant une culture d' « apprentissage politique ».

4. **Pour assurer un développement continu et une utilisation efficace de la base de données fondées sur les preuves, les chercheurs et les décideurs doivent déployer des stratégies proactives**, comme la conduite d'analyses contextuelles, le développement de plans d'utilisation de données fondées sur les preuves et la synthétisation, le conditionnement et la



présentation des conclusions de la recherche et la poursuite du développement des capacités.



RESSOURCES CLÉS

- Crewe, E.; Young, M.J. 2002. *Bridging research and policy: context, evidence and links* (Londres, Overseas Development Institute).



- Byrne, J.; Albright, K.; Kardefelt-Winther, D. 2016. *Using research findings for policy-making* (Londres, Global Kids Online).



- CLEAR-AA. 2013. *Demand for and supply of evaluations in selected sub-Saharan African*



countries (Johannesburg, Université du Witwatersrand).

- Dhaliwal, I.; Tulloch, C. 2012. "From research to policy: Using evidence from impact evaluations to inform development policy", *Journal of Development Effectiveness*, Vol. 4, No. 4, pp. 515–536.



- Taylor, B. 2016. *The system of evidence*. (Springfield Center).



RÉFÉRENCES

- ▶ Alcid, A., 2014. *A randomized controlled trial of Akazi Kanoze youth in rural Rwanda*. Report submitted to USAID. Waltham, MA: Education Development Center.
- ▶ Bausch, J.; Dyer, P.; Gardiner, P.; Kluge, J.; Kovacevic, S. 2017. *The impact of skills training on the financial behaviour, employability and educational choices of rural young people: Findings from a Randomized Controlled Trial in Morocco*, (Genève, Employment Policy Department).
- ▶ Broecke, S. 2012. *Tackling graduate unemployment through employment subsidies: An assessment of the SIVP programme in Tunisia*, Document de travail Series No. 158 (Tunis, Banque africaine de développement).
- ▶ Court, J.; Hovland, I.; Young, J. (eds). 2005. "Research and policy in international development: introduction", in *Bridging research and policy in development: Evidence and the change process* (London, ITDG Publishing and the Overseas Development Institute), pp. 3–23.
- ▶ Dhaliwal, I.; Tulloch, C. 2012. "From research to policy: Using evidence from impact evaluations to inform development policy", *Journal of Development Effectiveness*, Vol. 4, No. 4, pp. 515–536.
- ▶ Doyle, K., Kato-Wallace, J., Kazimbaya, S. and Barker, G., 2014. *Transforming gender roles in domestic and caregiving work: preliminary findings from engaging fathers in maternal, newborn, and child health in Rwanda*. *Gender & Development*, 22 (3), pp.515-531.
- ▶ Friedlander, E. and Goldenberg, C., 2016. *Literacy boost in Rwanda: Impact evaluation of a two-year randomized control trial*.
- ▶ Organisation internationale du Travail (OIT). 2011. *Un guide pratique pour les organisations d'employeurs: relever le défi de l'emploi des jeunes* (Turin, Bureau des activités pour les employeurs et Programme des activités pour les employeurs, Centre international de formation de l'OIT).
- ▶ ILO. 2014. *Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes au Bangladesh*, Work4Youth Publication Series No. 13 (Geneva).
- ▶ OIT. 2015. *Foiled by randomization: Why RCTs might be the real "gold standard" for private sector development* (Genève).
- ▶ OIT. 2017a. *Evaluating the results of an agricultural cooperative support programme: business practices, access to finance, youth employment* (Genève).
- ▶ OIT. 2017. *Vers des programmes du marché du travail basés sur des éléments probants en Égypte: défis et perspective* (Genève, Département des politiques de l'emploi).
- ▶ Jacobson, N.; Butterill, D.; Goering, P. 2004. "Organizational factors that influence university-based researchers' engagement in knowledge transfer activities", *Science Communication*, Vol. 25, No. 3, mars, pp. 246–259.
- ▶ Jones, N.; Villar, E., 2008. *Situating children in international development policy: challenges involved in successful*

- evidence-informed policy influencing*. Evidence & Policy: A Journal of Research, Debate and Practice, 4(1), pp.31-51.
- ▶ Jones, H. 2009. The “gold standard” is not a silver bullet for evaluation, ODI Opinion No. 127 (ODI, Londres).
 - ▶ Klein, J.-F. 2016. *Work4Youth: Improving decent work opportunities through knowledge and action – Final evaluation* (Genève, Bureau d'évaluation, OIT).
 - ▶ Kluve, J.; Puerto, S.; Robalino, D.; Romero, J.M.; Rother, F.; Stöterau, J.; Weidenkaff, F.; Witte, M. 2017. *Interventions to improve the labour market outcomes of youth: A systematic review of training, entrepreneurship promotion, employment services, and subsidized employment interventions*, Campbell Systematic Reviews 2017:12.
 - ▶ Newman, K.; Capillo, A.; Famurewa, A.; Nath, C; Siyanbola, W., 2013. *What is the evidence on evidence-informed policy making? Lessons from the International Conference on Evidence-Informed Policy Making*. Int Netw Availab Sci Publ.
 - ▶ Pamuk, H., Bulte, E. and Adekunle, A.A., 2014. *Do decentralized innovation systems promote agricultural technology adoption? Experimental evidence from Africa*. Food Policy, 44, pp.227-236.
 - ▶ Premand, P.; Brodmann, S.; Almeida, R.; Grun, R.; Barouni, M. 2012. *Entrepreneurship training and self-employment among university graduates: Evidence from a randomized trial in Tunisia*, IZA Discussion Paper No. 7079 (Bonn, Institut de l'étude du travail (IZA)).
 - ▶ Saavedra, J.E. 2016. *The effects of conditional cash transfer programs on poverty reduction, human capital accumulation and wellbeing*, document prepare pour la reunion du groupe d'experts des Nations Unies sur les “Stratégies d'éradication de la pauvreté pour parvenir à un développement durable pour tous”, New York, 1–3 juin.
 - ▶ Saavedra, J.E.; García, S. 2012. *Impacts of conditional cash transfer programs on educational outcomes in developing countries: a meta-analysis*, RAND Labor and Population working paper series, WR-921-1.
 - ▶ Stone, D. 2009. “RAPID Knowledge: 'Bridging research and policy' at the Overseas Development Institute”, *Public Administration and Development*, Vol. 29, No. 4, pp. 303–315.
 - ▶ Taylor, B. 2016. *The system of evidence*. (Springfield Center).
 - ▶ Weiss, C.H. 1977. “Research for policy's sake: The enlightenment function of social research”, *Policy Analysis*, Vol. 3, No. 4, pp. 531–545.
 - ▶ Weiss, C.H. 1999. “The interface between evaluation and public policy”, *Evaluation*, Vol. 5, No. 4, p. 468.



Étude de cas

UTILISATION DE DONNÉES FONDÉES SUR LES PREUVES SUR LES EFFETS D'UNE FORMATION PROFESSIONNELLE SUR LE COMPORTEMENT FINANCIER ET L'EMPLOYABILITÉ DES JEUNES AU MAROC

La présente étude de cas est basée sur le rapport d'impact "Impact d'une formation professionnelle sur le comportement financier, l'employabilité et les choix éducatifs de jeunes ruraux" publié par l'OIT (Bausch et al., 2017)

Objectifs d'apprentissage

À la fin de la présente étude de cas, les lecteurs pourront faire preuve des acquis d'apprentissage suivants :

► déployer une combinaison d'outils stratégiques pour communiquer avec un impact maximum les conclusions de l'évaluation

► utiliser des stratégies appropriées pour relancer la demande d'évaluations et faire correspondre la demande à l'offre de données fondées sur les preuves.

Introduction et contexte de l'étude de cas

En 2015, les jeunes âgés de 15 à 29 représentaient 27 pour cent de la population totale du Maroc. Un nombre croissant de ces jeunes est confronté à de graves défis dans leurs tentatives de s'assurer un emploi rémunéré dans leur transition de l'école à la vie active. Le chômage des jeunes reste élevé et presque 90 pour cent des jeunes femmes et environ 40 pour cent des jeunes hommes non scolarisés sont soit au chômage, soit hors du marché du travail.

Au-delà des obstacles largement rapportés auxquels ils sont confrontés dans la sphère de l'emploi, les jeunes Marocains doivent faire face à un défi économique plus important d'exclusion. Ils s'efforcent d'établir de solides fondations financières et obtenir des services financiers qui devraient les autonomiser davantage en tant qu'acteurs économiques, notamment des épargnes ou des prêts pour décupler leurs gains futurs. Selon la Banque mondiale, les adultes marocains âgés de moins de 35 ans ont le plus faible niveau de connaissance des fournisseurs financiers et leurs services. Un autre rapport de la Banque mondiale souligne que, 81,4 pour cent des jeunes interrogés au Maroc identifient l'accès à des finances comme le principal obstacle à la création et à la conduite de leurs propres affaires.

Le gouvernement et les ONG ont de plus en plus recours à des interventions du côté de l'offre et axées sur les jeunes pour doter les jeunes Marocains des compétences et des connaissances dont ils ont besoin en tant qu'acteurs économiques et pour entrer dans le monde du travail.

La présente étude de cas porte sur l'une de ces interventions, appelée *100 heures pour réussir*, ayant ciblé des jeunes âgés de 15 à 25 ans et vivant dans la région du Maroc Oriental.² Ce programme était constitué de trois principaux modules : inclusion finale, dynamique de la vie et entrepreneuriat. Une évaluation a été commandée pour évaluer l'impact de *100 heures pour réussir* sur divers résultats liés à l'inclusion financière, à l'employabilité et à l'acquisition de capital humain. L'évaluation portait sur 1815 jeunes ayant manifesté leur intérêt de participer à la formation. En partant de la conception d'un Essai de contrôle randomisé (ECR), deux groupes ont été créés – un groupe de traitement de 915 jeunes et un groupe de contrôle de 900 jeunes – qui en moyenne partageaient des caractéristiques identiques et ne différaient que et ne différaient que par rapport à l'exposition au programme. Une enquête initiale et une enquête de suivi ont été effectuées à trois ans d'intervalle.

² Le cours 100 heures pour le succès a été une composante primaire du plus vaste projet YouthInvest, mis en œuvre par Mennonite Economic Development Associates avec un financement de la Fondation MasterCard.

Partie I : Communication des résultats de l'évaluation

Conclusion de l'évaluation

100 heures pour réussir a eu un impact fort, positif et hautement significatif de 27 points de pourcentage sur la probabilité pour les participants de conserver un compte d'épargne, mesuré plus de deux ans après la fin de l'intervention. Cet effet était consistant dans les groupes genre et les groupes d'âge et aux niveaux établis pour les ménages. L'effet sur le maintien d'un compte d'épargne était plus fort chez les femmes (32 points de pourcentage) que chez les hommes (21 points de pourcentage). Cela suggère que des femmes n'ayant pas été exposées à la formation sont moins enclines à conserver un compte d'épargne indépendant (en raison de normes culturelles).

Des individus plus âgés ont semblé également bénéficier davantage des connaissances financières et de la formation de sensibilisation en affichant un impact prononcé et significatif d'écart types de 0,6 sur l'indice de la littératie financière. Peu d'éléments prouveraient que cela a également été vrai, dans une moindre mesure, pour les hommes et les jeunes appartenant à des ménages plus aisés.

Rien ne prouve que les effets sur la conservation d'un compte d'épargne et la littératie financière se soient traduits en impacts sur l'épargne réelle ni qu'il y ait eu une augmentation statistiquement importante de l'utilisation auto-rapportée d'un budget de conservation de finances personnelles.

Il est prouvé que les participants appartenant à des ménages plus aisés auraient probablement davantage emprunté depuis le début de la formation, sans doute encouragés de considérer l'emprunt comme une option viable pour décupler leurs revenus

futurs et atteindre les objectifs financiers. Et bien que leur participation ait pu encourager les jeunes de ménages moins aisés à rechercher des prêts, le manque de caution ou de crédit lié à la réputation aurait pu avoir limité des taux d'emprunt plus élevés.

L'étude ne trouve pas de preuve d'effets à long terme sur l'auto-efficacité et les capacités auto-rapportées en leadership, travail en équipe, résolution des problèmes et disposition à prendre des risques. Le moment de l'enquête de suivi (un an plus tard qu'initialement prévu) semble pertinent : trois ans après l'enquête initiale, tout effet semble s'être évanoui ou avoir été surmonté par d'autres facteurs d'influence tels que les efforts pour trouver un emploi ou pour atteindre d'autres objectifs à long terme.

Des effets mitigés ont été enregistrés sur la participation au marché du travail et les choix éducatifs, les participants masculins, les participants plus âgés et ceux appartenant à des ménages plus aisés sont considérablement plus enclins à poursuivre leurs études tout en restant en même temps hors de la force de travail. Pour ces trois sous-groupes, les résultats suivent deux tendances : les participants avaient tendance à rester plus longtemps dans le système éducatif et, s'ils le faisaient, ils étaient moins enclins à chercher un emploi ou à travailler. Ce comportement semble être en cohérence avec un plus grand investissement des jeunes dans l'éducation en étant assidus plus longtemps et en consacrant moins de temps à des activités du marché du travail. Il y a une certaine justification à considérer que l'exposition de ces sous-groupes à la formation ait amené certains d'entre eux à considérer qu'investir dans leur éducation

les aiderait à atteindre leurs objectifs à long terme plus facilement qu'en entrant sur un difficile marché du travail.

Rien ne prouve que la participation à la formation ait systématiquement affecté les résultats du marché du travail à long terme ou les choix d'éducation des femmes, des plus jeunes et des participants à la formation moins aisés.

Un niveau élevé d'attrition dans l'enquête de suivi qui a essentiellement diminué de moitié d'ampleur par rapport à l'enquête initiale, a réduit le pouvoir statistique de l'étude. Ce facteur a gravement limité les possibilités de désagréger les conclusions en catégories socioéconomiques, démographiques et géographiques



Thèmes de discussion

1. L'interlocuteur du gouvernement pour *100 heures pour réussir* était le Ministère de l'Intérieur et en particulier son Initiative nationale du développement humain (INDH). Le responsable de l'INDH souhaite un résumé en trois points sur les conclusions de l'évaluation d'impact et ses implications pour les jeunes Marocains. Qu'écririez-vous ?
2. L'équipe de l'INDH souhaite savoir quels outils ils devraient utiliser pour accroître l'adhésion aux données fondées sur les preuves de l'évaluation. Pouvez-vous identifier un processus par étapes à leur intention ?

Partie II : Renforcement de la demande

Peu après l'achèvement de l'évaluation, le responsable de l'INDH a lu un article dans une lettre d'information très diffusée sur le développement qui disait :

« Les méthodologies expérimentales et quasi-expérimentales nécessitent un modèle d'intervention « de dosage » pour une réalisation uni-taille standard – comme un cours de formation – pour tous les participants, indépendamment de leur situation individuelle. C'est un peu comme donner une pilule identique à tous les patients considérés avoir une maladie particulière. Cela nécessite un contrefactuel plausible (trouver un groupe suffisamment important pour représenter un cas similaire à celui de ceux recevant l'intervention). Dans ces conditions, il est plus facile, pour certaines parties des programmes, de démontrer l'impact bénéfique et

plus difficile pour d'autres. Cela convient, par exemple, pour la fourniture de vaccins et de repas scolaires ou pour les transferts en espèces et la formation.

Dans d'autres domaines, le travail est moins vérifiable dans de telles approches. Cela concerne la communication et le plaidoyer où de nombreux facteurs complexes et interdépendants produisent un changement (plutôt qu'une seule intervention) et les approches sectorielles où il est impossible d'identifier un groupe de comparaison plausible pour représenter ce qui se serait produit sans l'intervention. Dans un climat où les décisions politiques sont prises sur les seules « données fondées sur les preuves », ces types de domaines complexes peuvent se produire dans le cadre de pressions injustifiées ou

perdre des financements car ils ne peuvent pas être facilement évalués. Ce biais n'est pas seulement injustifié car il pourrait produire des incitations contraires aux pratiques essentielles et aux leçons durement apprises sur l'efficacité de l'aide, l'obligation de rendre compte et l'apprentissage et sur la manière dont se produit un changement durable. Les approches fondées sur les preuves d'impact

mettent donc en danger l'apprentissage des interventions de développement ».⁴

La lettre d'information a été largement diffusée dans l'INDH. Le personnel de l'INDH s'inquiète aujourd'hui que l'évaluation expérimentale, tout en donnant des résultats intéressants, puissent donner lieu à une prise de décision biaisée.



Thèmes de discussion

1. Que feriez-vous pour renforcer la demande de données fondées sur les preuves dans l'INDH d'éléments d'appréciation.
2. Êtes-vous d'accord avec l'article? Y a-t-il un risque lié à ce type de biais décisionnel?

⁴ Adapté de Jones, 2009.



International Labour Organization
Youth Employment Programme
4 route des Morillons
CH-1211 Genève 22
Switzerland

youth@ilo.org
www.ilo.org/yep
www.ilo.org/taqem

La version française du guide a été
traduite avec le soutien de l'Agence
Française de Développement



978-92-2-133471-2



9 789221 334712